5e Année, N° 89 - 1er Octobre 1929

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : Le salut par l'autonomie syndicale. — Bougres de contre-révolutionnaires ! — Les millions de Louzon (P. Monatte).

VERS LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le Ve Congrès de la C.G.T.U.

par M. CHAMBELLAND

En marge du Congrès

LA « MEILLEURE » DOMINATION ÉTRANGÈRE

par R. LOUZON

LES VIGNERONS DU BEAUJOLAIS

(Suite et fin)

par A. V. JACQUET

FAITS ET DOCUMENTS : « Tactique néfaste », disent G. et L. Bouët. — L'exclusion de M. N. Roy.

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, MONOGRAPHIES, ENQUÊTES DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Glauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Auffrès, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambellland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :

Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 58).

Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

Franco ..... 11 fr.

Etranger ..... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

Le salut par l'autonomie syndicale

Qu'est-ce que je vous avais dit, la quinzaine dernière? J'ai été servi, n'est-ce pas?

*Si bien servi que quelqu'un m'a dit : « Qu'est-ce que tu as dû payer à l'*Humanité *pour qu'elle fasse, dans ses colonnes et par ses hommes-sandwich de l'appareil, une telle réclame à la* Révolution Prolétarienne?

Jusqu'au général Brécot qui a éprouvé le besoin de proclamer au peuple que je suis passé à l'ennemi. Sans doute parce que je me suis permis de le rappeler à un peu de pudeur. Outrage à un grand chef dans l'exercice de son haut commandement. Il n'en faut pas plus pour envoyer au poteau un soldat de 2e classe comme moi. Quand ça va mal, quand les troupes lâchent pied, faut des exemples, sacrebleu!

Ça va mal, en effet, pour les Stupido-communistes, pour les Jésuito-communistes et leurs grands plans. Ils devaient ne faire qu'une bouchée de la minorité. Voilà qu'ils se sont cassé les dents par deux fois : avant le congrès confédéral sur la Fédération des Ports et Docks, — ce qu'il a la peau dure ce gros bonhomme d'Engler! —; après le congrès confédéral, sur la Fédération de l'Alimentation. Au congrès même, la minorité a triplé le chiffre de ses voix et développé infiniment plus son influence.

*Et ça menace de continuer. Des délégués, ceux des mineurs de la Loire notamment, ne sont-ils pas repartis chez eux en disant qu'ils regrettaient leur vote en faveur du rapport moral. D'autres militants, qui s'étaient abstenus de venir, — on se demande pourquoi, par exemple! — se mettent à dénoncer la « tactique néfaste » de la C. G. T. U. Ils ne parlent pas en leur nom propre, ils disent parler au nom de la majorité de leur Fédération. C'est le cas des Bouët qui sonnent la cloche d'alarme dans l'*Ecole Emancipée. *Jusque dans la zone des sympathisants, où l'on voit la Fédération autonome des Fonctionnaires brandir la Charte d'Amiens. Rambaud avait raison de dire que l'opposition naît un peu partout.*

« Qu'est-ce qu'ils ont donc à rouspéter aujourd'hui contre l'enseigne communiste sur la C. G. T. U., m'a objecté quelqu'un. L'enseigne vient simplement légaliser ce qui se pratiquait dans la maison depuis cinq ans. » Evidemment, mais ce n'est pas à l'enseigne seulement qu'en ont les minorités n° 2, n° 3, et bientôt n° 4 et n° 5; c'est toute la pratique communiste dans les syndicats qui est condamnée.

Qu'est-ce qui a provoqué le sursaut de la Fédération de l'Enseignement, car 99 % des syndiqués de l'Enseignement — en laissant 1 % aux orthos, je fais bon poids — sont indignés du boycott du Manuel d'Histoire et du scandale de Quimper. Ils ouvrent de grands yeux et se demandent si c'est possible. Si c'est possible! Pensaient-ils donc que leur Fédération serait à l'abri des expériences stupido-communistes?

Les dirigeants de la Fédération de l'Enseignement n'agissent-ils que pour empêcher leurs syndiqués de rallier les rangs de la minorité? Je ne le crois pas. Ils défendent l'unité de leur Fédération et ils commencent à tirer la leçon de ces expériences dans leur secteur. Il est compréhensible qu'ils hésitent, qu'ils tâtonnent. D'autres Fédérations, les Métaux, le Textile, les Mineurs ont fait de pareilles expériences, et même beaucoup plus graves, sans que leurs militants, Poussel et Vassart, Kirsch et Moniez-Furcy, Richetta et Bellugue, aient eu le courage d'en tirer la leçon.

Le besoin de l'autonomie syndicale est impérieux. On sent que c'est le salut pour les syndicats. Sans le droit de se diriger eux-mêmes et d'être maîtres de leurs luttes, c'est la mort certaine. C'est la plateforme commune à tous les courants de la minorité. Aussi je me demande à travers quelles lunettes Rosmer regarde la situation quand il écrit (Vérité du 20 sept.) *que la minorité d'aujourd'hui ne peut se contenter de reprendre « la formule usée de l'autonomie syndicale ». Ce qui est usé, bien usé, c'est la formule du parti dirigeant les syndicats. L'expérience que vient de faire le mouvement français redonne tout son sens et tout son prix à la formule de l'autonomie syndicale. Pour sortir du marécage, les syndicats n'ont pas d'autre refuge.*

Bougres de contre-révolutionnaires !

Qui vous garantit, nous dit-on, que les syndicats, maîtres chez eux, demeureront révolutionnaires?

Dites donc, voulez-vous faire la révolution sans la classe ouvrière? N'est-elle pas la classe révolutionnaire? Comment les syndicats formant la partie la plus consciente et la plus combative de la classe ouvrière ne seraient-ils pas forcément révolutionnaires?

Etre révolutionnaire, cela ne veut pas dire faire le zouave. C'est un fichu révolutionnaire que celui qui se trompe perpétuellement sur le cours des événements, qui croit que c'est la lutte décisive quand ce n'est que le temps de l'organisation, de la préparation des esprits. Au moment de la lutte décisive, il sera épuisé, il tombera sur les genoux, il sera seul.

Chambelland s'est fait agonir pour avoir dit que nous étions peut-être à vingt ans, à trente ans, à quarante ans de la crise profonde qui amènera la révolution mondiale. Le vieux communiste hollandais Hermann Goerter, n'a-t-il pas dit il y a quelques années : « C'en est fait, la vague révolutionnaire a reculé; en voilà pour cinquante ans, davantage peut-être. Je suis trop vieux pour la voir; je rentre dans mon observatoire d'astronomie. »

Nous sommes entre deux vagues révolutionnaires; la dernière s'est retirée, l'autre viendra mais elle n'est pas là. Préparons-nous, préparons la classe ouvrière en vue de ce retour.

Mais la guerre, mère des révolutions, est à nos portes! Pour atteindre son plein développement impérialiste, le capitalisme a besoin, au contraire, d'une

période de paix. Il la lui faut pour réparer ses forces épuisées dans la dernière guerre et pour tenter cette organisation de l'industrie dont c'est le siècle, paraît-il. Mieux que personne, le capitalisme sait que la guerre amène la révolution; comme il ne veut pas mourir, il reculera la guerre tant qu'il pourra, afin de reculer la révolution et de reculer sa propre mort.

Mais si la crise, si la guerre surgissent plus tôt, si vous êtes surpris par les événements, que ferez-vous? Nous serons moins surpris que vous et mieux préparés, puisque nous aurons une classe ouvrière mieux organisée, des militants plus avertis et mieux trempés.

Le pire danger pour l'esprit révolutionnaire, c'est de brûler ses forces dans l'attente de la révolution pour demain matin et de ne pas faire sa besogne de lutte quotidienne, d'organisation et de propagande, sa besogne de rassemblement de la classe ouvrière. C'est ce que font inconsciemment nos Stupido-communistes. Jamais il n'y avait eu en France pareille possibilité de dresser un mouvement révolutionnaire puissant. Ils ont détruit cette possibilité, saboté leur parti, et veulent maintenant saboter la C.G.T.U.

Les millions de Louzon

Rendant compte du Conseil national de la Fédération Postale Unitaire, la Bataille des P. T. T. *du 26 septembre rapporte ainsi une intervention du camarade Baron :*

Baron indique qu'après plusieurs hésitations, il reprend sa position de réserve. « Cependant, ma position n'a rien de commun avec celles des minorités qui se sont manifestées au Congrès confédéral.

Je suis contre Chambelland et son idéologie réformiste et contre-révolutionnaire, contre sa perspective de 30 ou 40 années de paix sociale.

Il m'a suffi pour juger la tendance Schumacher d'entendre celui-ci décerner un brevet révolutionnaire à Louzon qui soutient de ses millions la *Révolution Prolétarienne*, l'organe le plus perfide dirigé contre la première république socialiste.

Qu'a donc dit Schumacher? Rien que ceci :

« Vous qui traitez Louzon de contre-révolutionnaire, souvenez-vous au moins que vous ne pourriez pas vous réunir dans cette salle de la Grange-aux-Belles s'il n'avait pas fourni à la C. G. T., chassée de la Bourse du Travail par le gouvernement, de quoi acheter ce terrain et édifier cette maison. »

Schumacher n'a dit là que la simple vérité, connue de tous les militants de l'époque. Cette aide à la C. G. T. valut même à Louzon son renvoi de la Compagnie du Gaz, où il était ingénieur.

Cela c'est la vérité. Ce qui en est le contraire, c'est ce que raconte Baron. Sur la foi de quels racontars parle-t-il des millions de Louzon, de ces millions qui soutiendraient la Révolution Prolétarienne?

Hélas! Louzon n'est pas millionnaire. S'il l'était, il y a longtemps que nous lui aurions fait verser un de ses millions pour faire le quotidien du syndicalisme révolutionnaire qui manque si cruellement à notre mouvement. Si Baron tient à ne pas dire de bêtises, qu'il se renseigne sur Louzon auprès des militants postiers qu'il peut connaître dans les Alpes-Maritimes, en Tunisie ou en Algérie.

Quant à la Révolution Prolétarienne, *il lui est plus facile encore de se renseigner exactement. Il n'a qu'à nous lire et à reprendre les bilans que nous publions chaque année. Nous nous offrons même à mettre sous ses yeux toute notre comptabilité. Il y verra comment nous vivons, et que Louzon est simplement un de nos abonnés de soutien à 1.000 francs. Il verra même que ce soi-disant millionnaire roule tellement sur l'or qu'il est parfois en retard dans ses versements et qu'il les fait par fractions.*

Baron, vous êtes le type du bon militant qui s'est laissé bourrer le crâne. Il y a ainsi par le pays quelques milliers de Baron. Un camarade qui, son boulot fini, court à son Syndicat ou à sa Fédération utiliser le reste de son temps, est forcément absorbé par sa besogne corporative, il ne peut connaître personnellement Pierre et Paul, ni suivre lui-même toutes les questions. Il fait confiance aux copains qui sont à côté de lui, il fait confiance à son quotidien, c'est-à-dire à l'Humanité, *il fait confiance à Moscou comme d'autres font confiance à Rome et au pape. Il lui arrive de se laisser bourrer le crâne. Entre nous, Baron, vous avez mis de la bonne volonté à vous le laisser bourrer. Mais aujourd'hui où vous renâclez parce qu'on veut vous le bourrer trop fort, en vous faisant prendre le syndicalisme de secte pour du syndicalisme de masse, nous ne vous chercherons pas chicane.*

Nous vous demanderons simplement de vérifier chacune de vos affirmations. Une après-midi ou deux au 54 de la rue du Château-d'Eau vous suffiront pour être fixé sur les millions qui soutiennent la Révolution Prolétarienne. *Quelques lettres à Alger pour être fixé sur la personne de Louzon. Il vous faudra plus de temps, d'étude et de réflexion pour vous apercevoir que notre idéologie n'est ni réformiste ni contre-révolutionnaire. Levez le nez au-dessus de votre action corporative, prenez ce temps, faites cette étude, dégagez-vous pour un moment des commères enragées, celles de la Fédération Postale, celles de* l'Humanité, *celles de Moscou. Nous sommes sûrs qu'au bout de cette vérification des jugements que vous avez portés à votre dernier Conseil national, vous n'hésiterez plus du tout et que vous rirez avec nous des « millions de Louzon » et du caractère contre-révolutionnaire de la* Révolution Prolétarienne.

P. MONATTE.

P. S. — *Nous ne pouvons, faute de place, nous occuper cette quinzaine du congrès de la C. G. T. Thévenon, d'ailleurs, n'a pas pu nous donner à temps son compte rendu. Mais si le congrès de la C.G.T.U. a marqué un grand effort pour secouer l'emprise du parti, celui de la C. G. T. est loin d'avoir marqué un effort correspondant pour secouer l'emprise gouvernementale. D'où l'importance infiniment supérieure du congrès de la C.G.T.U.*

VERS LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le V^e Congrès de la C.G.T.U.

Voilà terminé le Congrès confédéral de Paris, le cinquième Congrès de notre C. G. T. U.

Une minorité importante s'y est affirmée. 148 syndicats disposant de 214 voix ont voté contre le rapport d'activité de la direction confédérale.

Par l'ampleur des débats sur le rapport d'activité et sur l'orientation de la C. G. T. U., — ces deux questions, en fait liées, ont occupé le Congrès pendant quatre jours et demi, y compris deux séances de nuit, — ainsi que par la force numérique de la minorité (près d'un septième des syndicats représentés), le Congrès de Paris est véritablement le premier grand pas sur la voie du redressement de la C. G. T. U., c'est le vrai début de la renaissance du syndicalisme.

Au Congrès de Bordeaux, en 1927, la petite minorité groupée dans notre Ligue Syndicaliste avait, en quelque sorte, ouvert la voie. Alors qu'en 1925 on avait assisté, au Chaumont-Palace, à un Congrès sans vie, Bordeaux fut un premier signe de réveil. Ce Congrès-ci marque avec beaucoup plus de force que c'en est fini maintenant, dans la C. G. T. U., de l'unanimité stérilisante et de l'homogénéité trompeuse. Le droit de discussion, de critique et d'expression est reconquis. Les divers courants d'opinions n'ont plus peur de s'affirmer. Avec le choc de conceptions opposées, c'est la vie qui renaît dans la C. G. T. U., c'est le syndicalisme qui ressuscite.

Pas de scission en perspective

Les dirigeants communistes de la C. G. T. U. supportent mal la renaissance de ce syndicalisme qu'ils croyaient mort depuis qu'ils l'ont renié. Lors de nos premiers efforts d'organisation minoritaire, Monmousseau nous montra la porte : il voulait nous expédier à la C. G. T. Il a dû remiser cet espoir, il a été obligé d'encaisser la formation d'une minorité disposée à demeurer dans la C.G.T.U. et l'I.S.R.

A la veille et au cours de ce Congrès, les provocations pour faire partir la minorité n'ont pas manqué. Nous appeler agents de la bourgeoisie et Ligue des Briseurs de grève, traiter les militants de la minorité n° 2 de poltrons et de réformistes, c'est la provocation classique. Elle ne réussira pas, elle a déjà fait long feu. Nous avons su et nous saurons rester maîtres de nos nerfs, conserver notre sang-froid. Les injures intéressées des dirigeants communistes ne peuvent pas nous atteindre. Nous méprisons ces injures et ceux qui les profèrent. Nous plaignons ceux qui croient que nous sommes des traîtres parce que c'est imprimé dans l'*Humanité*.

C'est grand dommage que les exclusions pratiquées dans la C.G.T.U. au cours de ces deux dernières années n'aient pas été évoquées devant le Congrès : exclusion de quatre militants des Producteurs d'Electricité, exclusion du vieux Syndicat des Chauffeurs-Conducteurs coupable d'avoir accueilli les quatre exclus à son foyer, exclusion de la Chambre Syndicale des Casquettiers. Toutes ces exclusions ont été pratiquées selon les méthodes hypocrites que nous avons connues dans la C.G.T. avant la scission. Il faut qu'après ce Congrès les minoritaires soient sur leurs gardes. Les militants, les Syndicats, les Unions et Fédérations minoritaires ne se laisseront pas faire de semblables coups du père François.

Germaine Goujon a affirmé devant le Congrès notre volonté de rester dans la C.G.T.U. Avant d'être des militants d'une tendance, nous sommes des militants syndicalistes attachés à notre mouvement. Soucieux de maintenir l'unité de la C.G.T.U. jusqu'à la reconstitution de l'unité syndicale, loin de vouloir une nouvelle C.G.T., nous souhaitons que les deux grands tronçons du mouvement ouvrier se rejoignent un jour.

Aveuglés par leur fanatisme, les dirigeants communistes de la C.G.T.U. souhaitent notre départ. Quand Chaussin écrit dans le *Fraternel* qu'il faut lutter pour l'autonomie syndicale, des Simonin affirment que Chaussin veut conduire le Syndicat des Boulangers dans l'autonomie. Battus à Besançon, les Cogniot expriment à Bruxelles le désir d'exclure de la Fédération de l'Enseignement le Syndicat du Finistère ainsi que les autres syndicats minoritaires. Nous ne procurerons pas aux dirigeants communistes la joie de nous voir quitter la C.G.T.U. Nous les empêcherons de démolir les organisations syndicales. Nous appellerons les syndiqués à lutter contre leurs manœuvres scissionnistes. Ils veulent faire des ruines pour régner avec plus de sûreté. Nous les empêcherons de faire des ruines.

Nous resterons dans la C.G.T.U. pour y apporter notre part de travail et pour y défendre notre point de vue. Une nouvelle scission briserait à tout jamais la renaissance du syndicalisme qui a commencé à ce Congrès. Une nouvelle scission anéantirait ce que la classe ouvrière a gardé de confiance dans l'organisation syndicale. Quand la *Journée Industrielle* écrit que la minorité de la C.G.T.U. est décidée à envisager la scission, elle ment grossièrement. Nous ne servirons pas plus les désirs de la bourgeoisie que les désirs des dirigeants communistes.

Un recul : pas d'inorganisés !

Les dirigeants communistes avaient déclaré que le Congrès serait préparé dans les usines et sur les chantiers. Ils avaient annoncé une innovation : la représentation des ouvriers inorganisés. Des délégués directs de la masse des travailleurs feraient entendre la voix des usines et, surtout, flétriraient les traîtres et les froussards de la minorité. Il fallait appliquer la tactique du IV^e Congrès de l'I.S.R.

Pour les militants, majoritaires comme minoritaires, ayant conservé le souci de l'organisation, c'était là une innovation des plus dangereuses. La participation d'inorganisés au Congrès aurait constitué une prime à l'inorganisation. Les dirigeants communistes ont déjà détruit l'une des deux notions qui font la force du mouvement syndical, la notion de la responsabilité des fonctionnaires syndicaux. Grâce à l'auto-critique qu'ils comprennent comme la critique des autres, leurs propres erreurs et leurs propres fautes passent inaperçues. A des fonction-

naires irresponsables, il faut des ouvriers inorganisés. Ainsi on arriverait à détruire la seconde notion, celle de la nécessité de l'organisation.

Des protestations s'élevèrent jusque dans des syndicats de la majorité. Elles ont contraint la direction confédérale à abandonner son projet. On ne vit aucun représentant d'inorganisés à la tribune du Congrès. Seul un délégué de 60 grévistes, je dis bien soixante, vint apporter le salut de ses camarades en lutte. Ce fut tout. De délégués inorganisés pour suivre le Congrès, on ne nous en montra point.

Le tir de barrage de la minorité avait porté.

Un bilan catastrophique

Au premier plan de la discussion du rapport d'activité, il y eut la « journée rouge » du 1er août, exemple frappant de subordination. En la circonstance, c'est l'organisme politique qui avait décidé, l'organisme syndical devait exécuter. La direction confédérale reconnut elle-même que le mot d'ordre du 1er août fut lancé par l'Internationale Communiste.

Sommés d'obéir, sans discussion, aux ordres d'une organisation politique, les syndicats ont renâclé. On voulait leur imposer une grève générale de 24 heures. Cette folle prétention dut être abandonnée. Chaque Fédération fut, en définitive, laissée libre de faire ce qui lui paraîtrait possible. Des orateurs majoritaires soulignèrent qu'il n'y eut pas de mot d'ordre précis de grève générale. C'est juste. Mais alors pourquoi accuser les militants de la Fédération des Ports et Docks d'être des briseurs de grève ? Briseurs d'une grève qui n'a jamais été décidée ?

Les militants des Ports et Docks n'ont pas craint de crier tout haut ce que chacun disait tout bas. Ils se sont dressés contre l'esprit putschiste et ils l'ont fait reculer. Engler est venu, dès le premier jour, exprimer à la tribune le souci des militants qui ne veulent pas lancer leurs organisations dans une aventure sanglante derrière une direction irresponsable.

Personne n'a osé affirmer que cette « journée rouge » avait connu un franc succès. Personne n'a brossé un tableau d'ensemble de cette « grande victoire ». C'eût été difficile. Une démonstration de 8.000 ouvriers d'une usine Citroën ne pouvait tout de même pas être considérée comme un mouvement d'ensemble de la métallurgie parisienne. Les manifestations du prolétariat de Troyes ne pouvaient masquer l'inexistence de tout mouvement dans la plupart des autres grands centres industriels du pays.

Quand nous disons sans ambages que la « journée rouge » du 1er août a été un fiasco, nous exprimons la pensée de tous les militants qui ne veulent ni tromper les ouvriers ni se tromper eux-mêmes.

Ce fiasco du 1er août met en pleine lumière le caractère catastrophique du bilan de la direction confédérale. Charbit a apporté devant le Congrès une affirmation incontestable. Tous les mouvements importants déclenchés selon la « stratégie » des dirigeants communistes se sont terminés par des échecs. C'est là un fait. Bourneton n'a pu le nier. Il a tenté de le déformer en disant que l'échec d'une grève n'est jamais complètement un échec. Nous savons bien, Bourneton, qu'une grève malheureuse laisse derrière elle le désir de la revanche. Mais ce n'est là qu'une fiche de consolation. Et quand nous voyons *toutes* les grandes grèves que la direction confédérale a conduites se terminer par des échecs, nous avons le devoir de rechercher les causes de ces échecs répétés.

On met toujours la hausse beaucoup plus haut que l'objectif, on exagère la capacité de lutte des ouvriers, on est optimiste par peur de voir la réalité comme elle est; l'impatience d'avoir « son mouvement » fait négliger le travail en profondeur, garantie du succès.

Depuis que le Parti communiste dirige et anime les grèves, la classe ouvrière collectionne les échecs.

Il serait temps que les syndicats renvoient à Bobigny les stratèges, qui sabotent ainsi les luttes ouvrières et démoralisent les militants.

Allot montra au Congrès combien la direction confédérale a eu tort de se ranger derrière les bolcheviks à 500 % de la Fédération de l'Enseignement dans le mouvement des Normaliens de Quimper, mouvement dont on a déformé les objectifs et exagéré l'importance afin de pouvoir dénaturer le rôle joué par le Syndicat minoritaire du Finistère. Ni les 500 % de la Fédération de l'Enseignement, ni les secrétaires confédéraux intérimaires n'ont osé, après l'exposé d'Allot, venir justifier l'épithète outrageante de briseurs de grève appliquée aux militants du Finistère.

Germaine Goujon retraça le mouvement du Textile de Rouen condamné par la Commission confédérale des grèves parce qu'il fut dirigé par un syndicat minoritaire. Lorsqu'elle révéla que le bureau confédéral *n'envoya pas un sou* pour soutenir ce mouvement, de nombreux délégués ne cachèrent pas leur indignation.

Oui, en ce qui concerne la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière et la conduite des grèves, c'est un bilan catastrophique que la direction confédérale a apporté devant ce Congrès; des échecs, rien que des échecs, toujours des échecs ! Il y aurait eu là de quoi faire réfléchir des militants qui n'auraient pas été aveuglés par la passion de parti. Mais la grande majorité des délégués à ce Congrès, au nom de la discipline de parti, approuvèrent les plus lourdes fautes, ratifièrent les plus grosses erreurs.

La subordination avouée

La résolution présentée par la Commission Exécutive pour faire approuver son rapport d'activité et votée par le Congrès se termine par l'alinéa suivant :

« *Le Congrès précise, enfin, sa détermination de travailler sur tous les terrains en accord étroit avec le Parti communiste, seul parti du prolétariat et de la lutte des classes révolutionnaire qui, au travers de toutes les batailles de la période écoulée, a conquis sa place de* SEULE AVANT-GARDE PROLÉTARIENNE DIRIGEANTE DU MOUVEMENT OUVRIER. »

C'est clair. C'est net. Le Parti communiste est l'avant-garde dirigeante. Le Parti communiste dirige le mouvement syndical, considéré, lui, comme le gros de l'armée.

L'aveu public de la subordination est fait. Il a provoqué une grande émotion parmi les militants qui, au Congrès de Bordeaux, s'étaient rangés dans la majorité confédérale. Nous combattions alors la direction unique réalisée par l'entrée des secrétaires de la C.G.T.U. au Bureau politique du Parti communiste. On ne voulait pas nous entendre surtout parce qu'on ne croyait pas au danger, malgré les nombreux faits qui en attestaient l'existence. Aujourd'hui les dirigeants avouent. Ils confirment ce que nous dénoncions à Bordeaux. Ils indiquent que c'est nous qui avions raison. Alors, ils voient se dresser ceux des militants qui avaient voté avec la majorité de Bordeaux parce qu'ils ne croyaient pas à ce moment-là au danger de la subordination.

Voilà la source de ce que l'on a appelé au cours de ce Congrès la minorité n° 2. La formation de cette minorité a été accélérée par une foule d'applications corporatives et locales de cette théorie du Parti avant-garde dirigeante. Quand leurs propres organi-

sations ont été directement menacées par la main-mise communiste, les militants ont senti le péril, ils ont vu le danger.

Les militants de la minorité n° 2 ont combattu la théorie du Parti avant-garde dirigeante. Ils ont marqué la distinction à faire entre les Syndicats et le Parti. Ils ont protesté contre le caractère de secte que donne à la C.G.T.U. sa subordination au Parti communiste. Ils ont défendu l'autonomie syndicale, le droit du mouvement syndical à se diriger lui-même.

En même temps, ils ont combattu l'orientation ultra-gauchiste suivie par la direction communiste de la C.G.T.U., en contradiction avec l'orientation que l'on avait adoptée au Congrès de Bordeaux. Boville a montré les conséquences néfastes d'une orientation toujours en avance de plusieurs kilomètres sur les événements et sur l'état d'esprit réel de la classe ouvrière.

Au nom de cette orientation ultra-gauchiste, on condamne l'action corporative du Syndicat des Boulangers de la Seine qui a su, avec intelligence et réalisme, conquérir de sérieuses améliorations des conditions de vie de ses adhérents, et qui, maintenant, se prépare à la bataille pour le travail de jour.

On condamne la tentative des secrétaires de la Fédération du Verre pour poser la question des vacances payées et tâcher de les conquérir le plus rapidement possible.

On veut lancer ceux des syndicats qui sont parvenus à conserver des effectifs, dans des grèves aventureuses, sans préparation et sans étude. Le Syndicat des T.C.R.P. a subi l'épreuve d'une grève de ce genre ; ses militants rendent un grand service au mouvement syndical lorsqu'ils le mettent en garde contre les bêtises dangereuses des dirigeants communistes.

C'est par la subordination de la C.G.T.U. au Parti communiste que l'on a pu imposer à notre mouvement syndical unitaire une telle politique. Si les organisations reprenaient leur indépendance, si l'on reprenait l'habitude de discuter dans les syndicats, si ceux-ci déterminaient eux-mêmes et en toute liberté l'orientation à donner à la C.G.T.U., il est hors de doute que la politique actuelle de la direction de la C.G.T.U. serait condamnée.

Le but qu'il faut viser, c'est donc de libérer la C.G.T.U. de la tutelle du Parti communiste, pour reprendre la conclusion du bel ordre du jour voté par l'assemblée générale du Syndicat des Dockers de Dunkerque. Il faut reconquérir l'autonomie syndicale, repousser les prétentions du Parti communiste, élever un barrage contre celles de tout autre parti qui pourrait se constituer demain. L'autonomie syndicale n'est pas une formule usée. C'est la formule de l'avenir. Grâce à elle, un véritable mouvement révolutionnaire pourra renaître dans ce pays.

Les dirigeants communistes réservaient au Congrès un petit coup de théâtre sur lequel ils se sont bien gardés toutefois d'attirer trop l'attention. En conclusion des débats sur le rapport d'activité, ils ont présenté une adjonction à la résolution de la Commission Exécutive. Ce nouveau texte doit suivre celui que j'ai reproduit ci-dessus. Voici cette adjonction :

« *La proclamation de ce rôle dirigeant (du Parti) et sa reconnaissance ne sauraient être interprétées comme une subordination du mouvement syndical ni une modification quelconque dans les rapports organiques et statutaires entre le Parti communiste et les organisations de masses que sont les Syndicats unitaires.* »

Il existe entre ces deux textes une contradiction criante. Ils hurlent d'être accouplés. Comment ? Le Parti dirige, et ceux qu'il dirige ne sont pas ses subordonnés ? C'est une plaisanterie !

L'adjonction de la Commission Exécutive n'est pas seulement un hommage de l'hypocrisie à la vertu. C'est aussi et surtout une attestation précieuse de la force des idées défendues par la minorité. On a caché le dernier paragraphe par ce paravent afin de tromper plus longtemps ceux qui ne croient pas encore au danger, comme on les trompait hier en leur disant que la direction unique ce n'était pas la liaison organique, et que l'on restait adversaire de la liaison organique. Il faut retarder le plus possible le réveil de l'esprit syndicaliste qui est loin d'être mort dans les masses. Il faut retarder le plus possible l'éclosion de la minorité de demain.

Cette petite manœuvre — ma foi! bien à la taille des secrétaires intérimaires de la C.G.T.U. — pourra berner les militants pendant quelque temps encore. Mais inévitablement la politique que l'on mène les obligera à ouvrir les yeux, à reconnaître que c'est la minorité qui a raison. Nous nous emploierons à accélérer ce réveil, cette renaissance, que rien désormais ne peut empêcher.

Un demi-siècle de paix sociale ?

— Dis donc, c'est vrai ce que raconte *l'Humanité?* Tu as tracé une perspective de quarante ans, et même d'un demi-siècle de paix sociale? Un demi-siècle sans crises économiques, sans grèves?

— Non, ce n'est pas tout à fait vrai. C'est même assez éloigné de ce que j'ai dit.

A la base de nos divergences avec la direction de la C. G. T. U., il y a un désaccord essentiel sur la situation économique présente et sur l'avenir que l'on peut se risquer à prévoir. Les dirigeants communistes de la C. G. T. U. affirment que le capitalisme est à son déclin. Ils basent toute leur politique sur la certitude qu'il est au bord de l'abîme, prêt à y choir, que la révolution est imminente, que la question de la conquête du pouvoir est posée, et que, radicalisées, les masses ouvrières sont prêtes pour cette conquête.

Je crois, au contraire, que nous sommes dans une époque où le capitalisme se consolide, après s'être sorti de la guerre et des crises révolutionnaires qui l'ont suivie. Certes, l'impérialisme est la dernière étape du capitalisme, mais cette dernière étape ne me paraît pas toucher encore à sa fin. L'impérialisme n'a pas fait son maximum. Cartels et trusts se multiplient et se renforcent tous les jours. Les organisations patronales françaises ont accru leur puissance dans d'énormes proportions. Nos camarades de la Métallurgie connaissaient-ils avant la guerre un Comité des Forges aussi fort et aussi bien outillé que celui contre lequel ils ont à lutter aujourd'hui? Les ouvriers du Textile du Nord ignoraient le Consortium de Désiré Ley.

L'impérialisme a besoin d'une période de paix; pendant vingt, trente ou quarante ans, il évitera les guerres, il développera l'internationalisation du capital, et, parallèlement, l'idéologie pacifiste dans la classe ouvrière. Finalement, il sera victime de son propre développement; là-dessus, nous sommes d'accord. Mais nous ne sommes pas d'accord sur l'imminence de sa chute.

Nous sommes dans une période qui peut durer vingt, trente ou quarante ans, sans crise économique *décisive*. Les dirigeants communistes affirment, eux, que nous sommes à la veille de cette crise décisive, ou peut-être bien de la guerre. — Ils ne savent pas au juste. — C'est pourquoi ils font une politique de coups de force, une politique de putsch. Quelquefois, effrayés par les conséquences de cette poli-

tique, ils donnent un coup de barre, et tombent dans le plus plat des réformismes. Mais la ligne générale suivie est bien la ligne du putsch, la ligne de *la conquête du pouvoir pour demain*.

Ils sont ultra-révolutionnaires dans une période réformiste. Quand viendra la période révolutionnaire, ils seront fatigués et, très probablement, ultra-réformistes.

Les dirigeants communistes voient la classe ouvrière radicalisée, alors qu'elle n'a même pas repris confiance dans ses organisations de classe, alors qu'elle ne mène actuellement aucune lutte d'envergure dans les grandes industries. Je me demande où ils peuvent voir un « nouvel essor révolutionnaire du prolétariat » ou moment même où ils sont obligés d'avouer piteusement la diminution de leur influence et la baisse de leurs effectifs.

Dire vingt, trente ou quarante ans avant la crise économique décisive, ce n'est pas dire vingt, trente ou quarante ans sans crise économique du tout, ce n'est pas dire vingt, trente ou quarante ans sans grèves, sans luttes sociales. Dans sa réponse, Vassart a soigneusement omis le mot : *décisive*. Faisant questions et réponses, il a affirmé que la perspective que je traçais pour la classe ouvrière de ce pays, c'était le paradis américain de Dubreuil. Or, nous sommes, à la *Révolution Prolétarienne*, parmi ceux qui dénonçons avec le plus de vigueur dans le mouvement ouvrier français, la duperie du « bonheur » américain, la réalité du « Talon de fer ».

La direction confédérale n'a apporté aucune réponse précise à ma question : « Sommes-nous, d'après vous, à la veille de la crise économique décisive, ou bien à la veille d'une nouvelle guerre? » Elle n'a pas dit quels étaient, selon elle, la rivalité entre impérialismes ou l'antagonisme suffisamment mûrs pour dégénérer en guerre dans un avenir prochain (*imminent*, cela doit, il me semble, vouloir dire dans un avenir prochain.) Elle a fait du sentiment sur les menaces de guerre contre la Russie, au moment même où la reprise des relations avec l'Angleterre devenait une chose certaine.

La politique ultra-gauchiste suivie par la direction communiste de la C. G. T. U., — sur l'ordre, Rambaud peut en être certain, de l'Internationale communiste et de l'Internationale Syndicale rouge, — cette politique, basée sur une appréciation fausse de la situation économique et du rapport des forces, est extrêmement dangereuse pour la classe ouvrière, qu'elle conduit d'échec en échec, de défaite en défaite, comme elle mène les organisations syndicales de crise en crise. La situation actuelle exigerait une politique à la fois révolutionnaire et réaliste, comprenant et utilisant la réalité pour accélérer la marche vers la révolution, gagnant la confiance de la classe ouvrière, développant sa capacité, consolidant ses organisations syndicales, préservant et étendant ses libertés. Les dirigeants communistes mènent une politique de folie, détruisant l'espoir révolutionnaire en le trompant, séparant la classe ouvrière de ses syndicats, annihilant par une discipline de caserne les facultés créatrices du prolétariat, mettant la classe ouvrière dans l'incapacité de défendre les plus élémentaires de ses libertés.

Oui, notre appréciation de la situation économique et nos prévisions, dans la mesure où l'on peut en faire, sont essentiellement différentes de celles des dirigeants communistes de la C. G. T. U. Notre conception du mouvement ouvrier est également différente de la leur. Ils ont appris — il n'y a pas bien longtemps — le catéchisme de l'orthodoxie bolchévique, et ils l'ont transposé tel quel dans notre mouvement ouvrier. Leur thèse du parti dirigeant, c'est la négation du syndicalisme en tant que principale force révolutionnaire du prolétariat. Il leur faut un mouvement par en haut; ils ne peuvent vivre que dans l'atmosphère des états-majors. Ils ne croient pas à la capacité politique et économique du prolétariat. Notre camarade Thomas avait commencé, au Congrès, le parallèle entre les deux conceptions, et il faut regretter qu'il n'ait pu le poursuivre. Nous croyons, nous, la classe ouvrière majeure. Nous pensons qu'elle renferme assez de forces pour se diriger elle-même et pour faire la révolution pour son propre compte. Si nous revendiquons l'indépendance des organisations syndicales, c'est que nous les croyons assez grandes filles pour marcher toutes seules. Nous pensons même que la tutelle d'un parti politique, quel qu'il soit, constitue une entrave à leur développement. Dans la situation présente, la subordination au parti constitue la raison la plus sérieuse de l'affaiblissement de la C. G. T. U.

L'affaiblissement de la C. G. T. U.

Il y a plus d'un an, en avril 1928, l'Internationale Syndicale Rouge traçait à la C. G. T. U. la tâche de doubler ses effectifs. Quels étaient les effectifs de la C. G. T. U.? Au Congrès de Bordeaux, en 1927, on nous donnait le chiffre de 525.000 adhérents. Si la C. G. T. U. avait appliqué le mot d'ordre de l'I. S. R., elle devrait donc, à l'heure actuelle, avoir dépassé le million d'adhérents. Or, Simonin a déclaré au Congrès, que la C. G. T. U. avait placé seulement 375.000 cartes et 2.900.000 timbres en 1928.

Voici le tableau des cartes placées depuis la fondation de la C. G. T. U.

Ce sont les chiffres officiels donnés par Simonin au nom du bureau confédéral :

1922.....	372.000 cartes
1923.....	389.000 —
1924.....	450.000 —
1925.....	472.000 —
1926.....	475.000 —
1927.....	452.000 —
1928.....	375.000 —

Quand la minorité parlait de dégringolade des effectifs, elle était dans le vrai. La direction confédérale n'a pas osé produire ce tableau attristant avant le congrès. Elle ne l'a sorti qu'à la fin des débats, avec un sentiment de honte, car elle apportait une confirmation éclatante de ce que nous disions depuis longtemps. Et encore, les chiffres qu'on nous a donnés ne sont que les chiffres avoués, les chiffres officiels (1).

Un second trait de la situation catastrophique de la C. G. T. U., c'est la diminution constante du nombre des syndicats représentés dans les congrès. Avant le Congrès de Bordeaux, Cachin avait parlé, dans l'*Humanité*, de 2.500 syndicats adhérents à la C. G. T. U. Au Congrès de Paris, en 1925, il y avait 801 délégués représentant 1.551 syndicats. A Bordeaux, en 1927, 625 délégués représentaient 1.495 syndicats disposant de 2.089 voix. A ce Congrès de Paris, il y avait seulement 589 délégués représentant 1.116 syndicats disposant de 1.758 voix.

Troisième trait : les dettes des Fédérations envers la C. G. T. U. s'élèvent, paraît-il, à plus d'un million de francs. Ces dettes représentent des cartes et des timbres, compris dans les chiffres reproduits plus haut, dont le montant n'est jamais entré dans la

---

(1) Une seconde fois, la direction confédérale a violé les statuts qui nous régissent en refusant d'éditer le répertoire confédéral qui permettrait une vérification loyale des mandats au Congrès et montrerait la force réelle de la C. G. T. U.

caisse confédérale. On peut donc affirmer que les chiffres de cartes et de timbres placés qu'on nous a fournis, si réduits soient-ils, ne représentent pas encore l'exacte situation de la C. G. T. U. Toutes les Fédérations débitrices prétendent que les Syndicats sont également débiteurs envers elles. Il est infiniment probable que la dette globale des Fédérations correspond à des cartes et des timbres envoyés par la C. G. T. U., mais non délivrés à des ouvriers par les syndicats.

Enfin, la direction confédérale n'a jamais nié qu'elle avait dû opérer un virement important de la caisse de solidarité dans la caisse administrative.

Comme remède à cette situation vraiment angoissante, la direction confédérale s'est amenée, tout à fait en fin de Congrès, avec une proposition de porter la cotisation confédérale (par syndiqué et par mois) de 0,30 à 0,50. Les orateurs de la minorité se sont élevés contre le fait de soumettre au congrès une proposition de ce genre avant qu'elle ait pu être examinée dans les syndicats. Ils n'ont pas refusé de donner à la C. G. T. U. les moyens de vivre. Ils ont demandé que l'on fasse rentrer les dettes, que l'on assainisse la situation de trésorerie avant de faire voter une augmentation aussi importante. Malgré nos interventions, l'augmentation de la cotisation a été votée par une majorité de délégués dont les organisations ne sont très probablement pas toutes en règle avec la caisse confédérale.

La même majorité a voté une résolution kilométrique qui m'a paru contenir des choses extrêmement dangereuses au point de vue des finances syndicales. On envisage une réorganisation complète de la perception des cotisations, avec taux unique pour tous les syndicats et cotisations proportionnelles aux salaires. La réorganisation projetée semble tendre vers une centralisation absolue des ressources financières à la C. G. T.U. On veut la suppression de l'autonomie financière des Fédérations. Ce serait quelque chose de tellement grave qu'il faut, dès à présent, jeter le cri d'alarme dans les syndicats. Une telle réorganisation financière conduirait à l'étouffement, à un affaiblissement plus accentué.

Lorsque Simonin nous donnait ses chiffres, lorsque, le samedi après-midi, devant à peine cent délégués, Vassart posait le problème de la réorganisation financière de la C. G. T. U., je me reportai aux espoirs qui avaient entouré la C. G. T. U. à sa naissance, en 1922. La C. G. T. U. aurait dû réunir tous les courants révolutionnaires de ce pays. Elle aurait dû retenir les ouvriers qui ont combattu avec elle depuis sept ans. Elle n'a pas su rester la maison habitable pour tous, elle n'a pas su rester la véritable C. G. T. Unitaire. On l'a transformée en une annexe du parti. Plus sa direction s'est enfoncée dans le syndicalisme de secte, plus la C. G. T. U. s'est décharnée, plus elle a dépéri. Ce n'est pas l'aveu public de la subordination qui lui fera retrouver les forces qu'elle a perdues. Ce congrès fut un mauvais congrès pour le recrutement syndical. Il n'arrêtera pas la dégringolade des effectifs. Seul, un redressement vigoureux pourrait enrayer cette dégringolade. Il faut souhaiter que le redressement ne vienne pas trop tard. Il est temps de réagir pour éviter la décomposition qui guette la C. G. T. U.

Pour la minorité unique.

La situation catastrophique de la C. G. T. U., la baisse constante de ses effectifs, la continuation de la politique folle de ses dirigeants exigent un effort d'ensemble et, mieux que cela, l'union des différents courants minoritaires qui se sont affirmés dans ce congrès.

Au sein d'une C. G. T. U. qui a renié le syndicalisme, au sein d'une C. G. T. U. subordonnée au parti et réduite à un rôle de secte, une minorité unique doit être l'image de ce que serait la C. G. T. U. si elle reprenait son indépendance. La minorité unique doit grouper les représentants de tous les courants qui se déclarent prêts à agir effectivement pour reconquérir l'indépendance du mouvement syndical. Tous les défenseurs de l'autonomie syndicale y ont leur place.

Nous avons, certes, des conceptions différentes sur pas mal de problèmes d'aujourd'hui. Il serait puéril de nier nos désaccords sur des questions importantes. Mais il serait extrêmement dangereux de ne pas sentir ce qui doit nous unir par-dessus les conceptions particulières de chacun.

La fusion des minorités n° 1 et n° 2 aurait dû se faire au cours de ce congrès. Bien des camarades se sont placés dans la catégorie des « sauvages » parce que, nouveaux minoritaires, ils ne voulaient pas choisir entre les deux minorités organisées et attendaient leur fusion. Nous ne les grouperons qu'en nous unissant (1).

Dans la majorité confédérale, il y a des militants qui se sentent à 50 % d'accord avec nous. Ce sont les minoritaires de demain, ceux à qui il faut d'autres applications pratiques de la subordination, ceux à qui il faut d'autres désastres pour voir tout à fait clair. Plus vite, la minorité s'unifiera, plus vite elle gagnera ces éléments à la cause de l'indépendance syndicale qui est la sienne.

Il faut une minorité unique afin de mettre debout une presse qui contrebatte les campagnes de calomnies et d'injures de l'*Humanité* et de la *Vie Ouvrière*. La grande force de la majorité confédérale, c'est sa presse, une presse qui verse le mensonge à pleins bords, qui travestit les faits avec un sang-froid inouï, qui salit sans pudeur les militants minoritaires. La minorité doit créer un hebdomadaire à grand tirage, elle doit toucher le syndiqué dans l'usine et sur le chantier, il lui faut s'extérioriser, organiser la propagande de son point de vue. Pour cette besogne, les militants ne sont jamais trop nombreux.

Une minorité unique serait une digue sur laquelle viendraient se briser les manœuvres scissionnistes que les dirigeants communistes pratiqueront, c'est certain, lorsque notre influence et nos forces progresseront encore. Sur un bloc minoritaire, les provocations pour faire partir les « opposants malsains » (style Monmousseau), n'auraient aucune chance de succès.

Une minorité unique empêcherait la direction confédérale de poursuivre sa besogne de désagrégation du mouvement ouvrier jusqu'au point où il serait impossible de rendre vie à la C. G. T. U.

Pour marcher plus rapidement dans la voie du redressement du mouvement syndical français, — le temps presse! — une minorité unique dans la C. G. T. U. est indispensable.

Comment l'on reprend ce que l'on avait offert.

Une nouvelle tactique avait été décidée par la Commission syndicale centrale du Parti communiste. Abandonnant — tout au moins en apparence — la théorie anti-syndicaliste des Commissions Exécutives homogènes, les dirigeants communistes avaient décidé d'offrir aux minoritaires leur représentation dans la nouvelle Commission Exécutive de la C. G. T. U.

---

(1) Bien entendu, nous n'avons jamais voulu grouper les « rigolos » du genre Weber ou du genre Lénard.

Par avance, ils avaient choisi les militants qui devaient assurer cette représentation, nous enlevant ainsi un droit cependant incontestable, le droit de désigner nous-mêmes nos propres représentants.

Au cours du congrès, la fraction communiste a procédé à une désignation nouvelle; elle a choisi, pour la minorité n° 2, Schumacher et Chaussin, pour la minorité n° 1, Engler et moi. Nous avons protesté contre ce procédé arbitraire; nous avons revendiqué le droit de choisir nos candidats. Ce droit nous fut refusé. Nous avons réclamé deux représentants de plus, les chiffres du vote sur le rapport d'activité nous donnant droit à cinq ou à six titulaires, selon que l'on calcule d'après le nombre des syndicats ou d'après le nombre des voix. On nous répondit que l'on s'en tenait strictement à la décision de la fraction. Nous avons alors déposé une liste de candidats choisis par nous. Le président n'en donna pas lecture. Il refusa de mettre notre liste aux voix. J'ai protesté en pure perte contre la façon anormale dont la nouvelle Commission Exécutive venait d'être élue.

Schumacher et Chaussin, avec leurs camarades de la minorité n° 2, avaient, par avance, décidé de refuser leur élection. Nous avions essayé de leur faire admettre la participation de leur minorité aux travaux de la Commission Exécutive. Nous n'y avons pas réussi. Ce refus de la minorité n° 2 me paraît gros de conséquences pour l'avenir de notre mouvement. Je le déplore. La majorité confédérale s'en réjouit. Elle ne tenait pas beaucoup à nous voir à quatre dans la C. E. Je pense que, malgré les conditions absolument anormales de notre élection, il eût mieux valu aller ensemble à la Commission Exécutive pour y apporter notre part de travail et pour y défendre notre point de vue.

Schumacher et Chaussin donnèrent leur démission. La majorité confédérale, usant toujours du même procédé, désigna Deveaux et Auclerc qui, à leur tour, refusèrent de siéger.

Engler et moi avons assisté à la première réunion de la nouvelle C. E., en indiquant que les conditions mêmes de notre élection et l'attitude des camarades de la minorité n° 2, nous obligeaient à réfléchir et à consulter nos camarades avant de prendre une décision définitive. Engler, d'une part, habite Rouen, et, d'autre part, les délégués des syndicats de dockers présents au Congrès avaient exprimé l'avis qu'Engler ne devait pas, en raison du caractère arbitraire de l'élection, siéger à la C. E.

Je reste donc le seul élu minoritaire pouvant siéger à la Commission Exécutive, et c'est, là aussi, une situation anormale : un militant ne peut représenter à lui tout seul une minorité aussi importante que la minorité de ce congrès, il ne peut, à lui tout seul, mener une bataille qui s'annonce comme devant être ardente contre quarante permanents du Parti et des Syndicats.

En fait, les dirigeants communistes ont usé de toutes les ficelles pour mettre les minoritaires dans l'obligation morale de ne pas siéger à la C. E., et nous nous y sommes laissés prendre :

1° Ils ont annoncé qu'ils nous appelaient pour nous écraser, non pour travailler avec nous;

2° Ils nous ont refusé le libre choix de nos représentants;

3° Ils ne nous ont pas donné le nombre de représentants auquel le vote nous donnait droit;

4° Ils ont refusé de soumettre au vote du Congrès les candidats que nous avions désignés;

5° Ils ont refusé la représentation des minoritaires du réseau Etat et des « centristes » de l'Enseignement, désavouant Monmousseau en affirmant que ce n'étaient pas là des courants d'opposition au point de vue confédéral.

Ce n'est pas ainsi que nous comprenions la représentation des minorités.

Ce n'est pas ainsi que l'on peut réaliser une représentation effective et sérieuse des divers courants de la C. G. T. U.. Mais c'est ainsi que l'on aboutit, en fin de compte, à reprendre ce que l'on avait offert.

Répression. — Illégalité. Agents de la bourgeoisie.

Les dirigeants communistes nous ont annoncé une nouvelle campagne contre la minorité. Ils n'ont pas digéré les deux échecs cuisants des Ports et Docks et de l'Alimentation; ils n'ont pas avalé que 148 syndicats de la C. G. T. U. aient voté contre eux. Et, naturellement, tous les moyens, y compris le sabotage des réunions corporatives, seront utilisés.

La minorité saura se défendre. Non seulement se défendre, mais aussi et surtout elle saura poursuivre son effort de propagande contre la politique folle de ceux qui sont les vrais et les seuls saboteurs de notre mouvement unitaire.

L'argument tarte-à-la-crème, l'argument démagogique de ce congrès, ce fut la répression. Du moment que la bourgeoisie frappe les communistes, c'est que les communistes sont dans la bonne voie. Quelle blague! Quel signe de faiblesse pour une majorité de ne pouvoir sortir, en définitive, qu'un argument de ce genre! On peut être emprisonné et se tromper lourdement. On a même beaucoup plus de chances de se tromper quand on ne peut voir de ses propres yeux ce qui se passe en dehors de la prison. Ce serait à la bourgeoisie que les militants devraient s'en remettre pour juger si leur politique est bonne? La bourgeoisie n'est pas assez intelligente pour bien juger. C'est à la classe ouvrière seule qu'appartient le pouvoir d'examiner si la politique de ses représentants est la meilleure. Si ce Congrès avait jugé la politique de la direction confédérale sur les résultats obtenus, il aurait certainement condamné cette politique.

Les militants minoritaires n'ont pas peur de la répression. S'il advenait que, placés aux responsabilités, ils soient poursuivis, ils ne songeraient certainements pas à se prendre pour des martyrs, et encore moins à faire de leur emprisonnement leur argument principal dans un débat d'orientation.

Autre argument démagogique : la minorité craint la mise dans l'illégalité. Oui, c'est vrai, la minorité craint la mise dans l'illégalité. Dans l'état actuel des forces syndicales, la mise dans l'illégalité, ce serait la fin de la C. G. T. U. La minorité a le souci de défendre les libertés ouvrières contre la bourgeoisie, le souci de préserver le droit syndical et le droit d'opinion. Des syndicats de l'industrie privée pourraient vivre dans l'illégalité, ainsi que l'a dit Boville au congrès, mais chez les cheminots et dans les services publics, — et c'est là que résident les plus gros effectifs de la C. G. T. U. — la vie des syndicats serait impossible dans l'illégalité. Le meilleur rempart contre la mise dans l'illégalité, c'est une C. G. T. U. puissante. Ce n'est pas la liaison avec le parti communiste qui risque de conduire la C. G. T. U. dans l'illégalité. Une C. G. T. U. indépendante effraierait la bourgeoisie plus que le pseudo-parti communiste français. Mais c'est la liaison avec le parti communiste qui empêche la C. G. T. U. d'être une force réelle, d'avoir la classe ouvrière sous son drapeau. Si la classe ouvrière française était vraiment derrière la C. G. T. U., la question de la mise dans l'illégalité ne se poserait pas. La classe ouvrière sera derrière la C. G. T. U., lorsque la C. G. T. U. aura reconquis son indépendance.

Troisième argument démagogique : « *Vous êtes des agents de la bourgeoisie* ». Camarades minoritaires, gardons le sourire devant des perles de ce genre.

Rappelons-nous l'intervention de Rambaud. Rambaud est un militant qui a de la bouteille. Il ne parle pas à la légère. Il a déclaré, à la tribune du Congrès, que les communistes de la Fédération des Cheminots l'avaient combattu avec violence lorsqu'il dénonçait, dans leurs rangs, trois agents de la « Tour pointue ». Rambaud a donné les noms devant le congrès : Ducœur, Crémieux, Ferrand.

Rappelons-nous les arrestations de Villeneuve-Saint-Georges, à la veille du 1^er^ août. Le lieu de la conférence avait été fixé la veille entre six ou sept grands chefs. Les participants à la conférence ne devaient, eux, le connaître qu'en arrivant le lendemain matin à la gare de Lyon. Or, la police était à Villeneuve en même temps qu'eux, sinon avant eux. Il y avait donc une « mouche » parmi les six ou sept grands chefs.

Je voulais raconter au Congrès une histoire du même tonneau. Il y a deux ans, il y avait à la tête de la Fédération Unitaire des Employés, un jeune secrétaire, placé là par le parti. Dès son élection, je l'avais combattu, ne comprenant pas que l'on mette à la tête d'une Fédération corporative un gars qui avait pour seule référence de n'avoir jamais travaillé dans notre corporation. Les communistes du Syndicat des Comptables le défendaient comme de beaux diables. Avant le Congrès de Bordeaux, il prit la parole à notre assemblée générale et ne manqua pas de foudroyer les agents de la bourgeoisie que nous étions. Savez-vous ce qu'est devenu ce jeune et actif militant? Il a été exclu de la Fédération pour avoir, étant secrétaire fédéral, entretenu des relations régulières avec un nommé Saint-Pierre, le chef de la police des magasins du Bazar de l'Hôtel de Ville; ce Saint-Pierre lui remettait des « papiers » pour le journal l'*Inter-magasins*, et... de l'argent pour sa peine. Ensemble, ils écrivaient des revues jouées à la Grange-aux-Belles. Si j'avais eu le temps de conter cette histoire au congrès, j'aurais mis un nom sur l'homme; je peux donc le publier, il s'agit d'Armand Bunet, ancien secrétaire de la Fédération Unitaire des Employés.

Vers un nouveau Congrès d'Amiens.

Ce congrès a laissé plus d'une inquiétude au cœur de ceux qui pensent à l'avenir.

Que va devenir la C. G. T. U. si l'on poursuit la politique de folie? Si les saboteurs continuent leurs ravages dans les organisations et dans les grèves? Si l'on reste impuissant à se défendre contre la bourgeoisie? Si l'on demeure incapable de lutter pour la défense des intérêts ouvriers?

Vassart a prédit pour dans deux ans la liquidation de toutes les minorités d'aujourd'hui. Selon Vassart, il n'y aura plus de minorité au prochain congrès confédéral. Pourvu, mon pauvre Vassart, que dans deux ans vos folies n'aient pas torpillé la C. G. T. U.

Vassart se trompe. La minorité grandira. C'est inévitable. Ce sera la conséquence fatale de la politique des dirigeants communistes. Le problème, c'est que la minorité s'organise sérieusement et grandisse assez vite pour triompher avant que le parti n'ait aboutit à la décomposition complète de la C. G. T. U.

Ce congrès nous a montré la force réelle de notre mouvement minoritaire. Notre force, c'est la confiance que la classe ouvrière a su garder, au fond d'elle-même, dans le syndicalisme. C'est vers le syndicalisme que les militants se tournent lorsque la nouvelle expérience de parti politique que nous vivons leur montre l'inutilité, la nocivité des partis. La confiance que la classe ouvrière française a gardée dans le syndicalisme porte la C. G. T. U. vers un nouveau Congrès d'Amiens.

M. CHAMBELLAND.

En marge du Congrès

*L'*Humanité *s'en est payée, au Congrès de la C.G. T.U., des comptes rendus « corrects »!*

Un compte rendu « correct », d'après Monmousseau à l'occasion du Congrès de l'Enseignement à Besançon, c'est un compte rendu qui monte en épingle les interventions des amis et qui escamote ou défigure jésuitiquement les interventions des adversaires ou même tout simplement celles qui ne sont pas dans la ligne.

*Les lecteurs de l'*Humanité *n'ont pas besoin de connaître la pensée ni les arguments de la minorité. Pas davantage besoin de savoir que des militants de la majorité — pour combien de temps? — crient : casse-cou !*

*Les comptes rendus du Congrès de Paris n'ont pas été moins « corrects » que ceux du Congrès de Besançon. Les lecteurs de l'*Humanité *peuvent chercher ce qu'ont dit exactement Engler, Allot, Boville, Schumacher, Charbit, Chambelland, Rambaud, etc., etc.*

*Mais les délégués ont eu le cœur soulevé en voyant comment ces interventions étaient rapportées dans l'*Humanité.

Quand donc y aura-t-il un quotidien ouvrier, informant correctement, c'est-à-dire honnêtement, en face de l'organe du Jésuito-communisme ?

⁂

Quand Chambelland parla des fanatiques majoritaires d'aujourd'hui qui approuvèrent jadis le voyage de Jouhaux et Dumoulin à Washington, pour la conférence d'où sortit cette organisation caractérisée de collaboration des classes qu'est le Bureau international du Travail, un délégué baissa brusquement le nez et se mit à rougir.

Chambelland ne pensait pourtant pas à toi, mon vieux Caïti. Il pensait à une plus haute lumière confédérale, à un secrétaire de la C.G.T.U., à Racamond en personne, le pourfendeur des réformistes de la Fédération unitaire de l'Alimentation, le grand professeur de révolutionnarisme.

⁂

Quelqu'un qui était trouvé pour venir saluer le Congrès unitaire au nom de l'Internationale Communiste et faire la leçon à ces minoritaires qui nient la guerre imminente, c'est bien le citoyen Marcel Cachin.

Quand on a été comme lui un parfait social-patriote, un jusqu'auboutiste forcené de 1914 à 1918, quand on a été l'envoyé du gouvernement français auprès de Mussolini pour lui porter l'argent de la propagande de guerre, quand on a pleuré dans le gilet de Poincaré à Strasbourg, à l'entrée des troupes françaises, un peu de pudeur s'imposerait.

⁂

Gitton est un bon élève de Bobigny.

Un mensonge ne lui fait pas peur. Plusieurs, non plus.

Il peut les répéter avec assurance, comme il l'a fait au Congrès des Ports et Docks et au Congrès confédéral.

— Que viennent nous reprocher Monatte et ses amis, eux qui étaient hier partisans de la liaison organique et de la direction unique !

Le malheur pour Gitton c'est que du jour où fut inventée la direction unique, Monatte et ses amis la

dénoncèrent avec vigueur et furent seuls à le faire.

Quant à la liaison organique, Monatte et la plupart de ses amis ne l'acceptèrent pas davantage. Si quelques-uns l'acceptèrent alors, ils étaient à cent lieues de penser qu'elle donnerait les résultats qu'elle a donnés. Et tous d'ailleurs quittèrent le Parti communiste, accusés de préjugés anarcho-syndicalistes.

Cela, Gitton le sait. Il dit le contraire, pensant que tous les arguments sont bons. Il oublie qu'ils vous retombent parfois sur le nez.

⁂

En cinq années, Vassart a fait du chemin.

En 1924, *il était anarcho-syndicaliste de la plus mauvaise manière, celle de Besnard-Verdier. Au Congrès fédéral des Métaux où, grâce à quelques-uns de nos amis, Delagarde notamment, cette Fédération se ressaisit, Vassart fut aux côtés du célèbre Argence.*

Aujourd'hui, il est une nouvelle étoile au ciel communiste.

Mais ne désespérons pas. Un peu plus d'expérience du mouvement syndical et une plus grande connaissance des doctrines révolutionnaires le débarbouilleront probablement du catéchisme orthodoxe qu'il a dévoré gloutonnement.

⁂

Il y a un certain nombre de Fédérations qui s'entendent à faire grossir leur dette à la C. G. T. U.

Celles du Bâtiment, du Textile-Vêtement, des Métaux brillent au premier rang.

Un camarade, entendant l'énumération de ces dettes, ne put s'empêcher de faire cette remarque :

— Elles ont des dettes... mais elles votent si bien !

Elles sont en bloc, en effet, férocement majoritaires.

⁂

Voulez-vous comprendre pourquoi Richetta, à propos de la délégation à l'ambassade américaine, s'est livré à la plus sale provocation contre la minorité ?

Ouvrez le bouquin « Classe contre classe » à la page 178; *vous y lirez ces paroles de Thorez :*

« Nous avons eu l'année dernière à constater le sabotage (je m'excuse du mot, mais pour moi c'est du sabotage que cela s'appelle) du mouvement de Roanne. L'an dernier, le camarade Richetta a saboté le mouvement du textile de Roanne. Est-ce que les camarades ici présents savent que, cette année, il vient de recommencer dans la même localité ? »

Accusé d'être un récidiviste du sabotage des grèves, Richetta ne sait quoi faire pour donner des gages. Il accepte d'être le plus violent insulteur de la minorité.

Ça ne sauvera pas son fauteuil fédéral. Mais ça risque fort de le faire mépriser, à l'égal de son copain Herclet.

⁂

Des claques à la minorité.

*Sous ce titre, l'*Humanité *a ouvert une rubrique dans sa souscription.*

Nous nous contenterons de lui faire remarquer que sa souscription, qui atteignait les 20.000 *francs par jour avant la crise qui a débuté par le renvoi de six de ses rédacteurs, en attendant de se poursuivre par d'autres renvois et d'autres exclusions plus retentissantes, était tombée autour de* 10.000 *francs et que, depuis ses scandaleuses attaques contre la minorité et ses comptes rendus fantaisistes de Congrès, elle a dégringolé à* 5.000.

*Comme claque à l'*Humanité, *cela se pose un peu là.*

RÉPONSE A TROTSKY

La "meilleure" domination étrangère

Il paraît que nous ne sommes pas d'accord avec Trotsky sur la question de l'Est-Chinois. Ce n'est pas la première question sur laquelle nous ne sommes pas d'accord, et ce n'est sans doute pas la dernière.

Nous serions, paraît-il, des social-démocrates. Non, sans blague ! Il faut n'avoir jamais vu les social-démocrates en pays coloniaux pour ne pas voir que c'est au contraire la position stalino-trotskyste qui est exactement copiée sur la leur. Combien de fois l'avons-nous entendu, l'argument que telle ou telle domination étrangère étant la moins mauvaise de toutes les dominations que pourrait subir autrement le prolétaire indigène, il valait mieux conserver celle-ci! Il n'y a pas une réunion socialiste en Algérie où l'on ne serve cet argument. C'est le spectre de l'Italie, ou celui d'une « bourgeoisie » arabe, fanatique, violente et rapace, qui tiennent chez les socialistes de l'Afrique du Nord le rôle que les bolcheviks font actuellement tenir aux « Puissances capitalistes » ou à Tchang Kaï Chek.

Pas plus que les socialistes français, les bolcheviks russes ne nous ont convaincu. Pour nous, du point de vue de l'avenir du prolétariat et de la Révolution sociale, la « meilleure » des dominations étrangères ne vaut rien.

Toute domination étrangère, en effet, ne peut que retarder le développement de la conscience de classe, les progrès de la lutte de classes. Qu'on le veuille ou non, c'est un fait — qu'aucun militant de bonne foi ayant milité dans les pays soumis à la domination étrangère ne pourra nier — que contre l'étranger dominateur, quel qu'il soit, le peuple dominé forme bloc. Peut-être la domination de ses classes possédantes serait-elle, en fait, pour le prolétariat de ce pays plus dure que celle de l'étranger ? Le prolétariat du pays dominé ne s'en rend pas compte, — *il ne peut s'en rendre compte.* Tant que l'étranger est là et domine, c'est nécessairement l'étranger qui apparaît comme le grand exploiteur, c'est contre lui et lui seul que les haines s'accumulent; devant la lutte contre l'étranger toute différence, toute séparation de classes disparaît.

Trotsky dit qu'il faut ainsi poser la question : « Peut-il y avoir, dans les conditions historiques actuelles, un possesseur du chemin de fer de l'Est-Chinois qui offre plus d'avantages, du point de vue du prolétariat chinois et de la révolution chinoise, que l'Union Soviétique ? » C'est parfaitement ainsi, en effet, qu'il faut poser la question, et à cette question il faut répondre catégoriquement : « Si, ainsi que le pense Trotsky et que nous l'espérons nous-mêmes, il y a encore quelques possibilités de développement révolutionnaire de l'U. R. S. S., n'importe quel possesseur de l'Est-Chinois offre plus d'avantages, du point de vue du prolétariat chinois et de la révolution chinoise, que l'Union soviétique. » Car, en conservant la possession de l'Est-Chinois, l'U. R. S. S. s'interdit par là même toute possibilité d'action efficace en faveur du prolétariat chinois et de la révolution sociale chinoise. Non seulement, en effet, l'U. R. S. S. renforce extraordinairement la situation de l'impérialisme capitaliste et retarde d'autant l'heure où la Chine pourra se débarrasser de celui-ci, en prenant à

l'égard de la Chine exactement la même position que les Puissances capitalistes, en réclamant la possession de l'Est-Chinois, en vertu d'un traité signé avec l'ancien régime, tout comme les Puissances capitalistes réclament telle ou telle possession, en vertu de traités signés avec l'ancien régime, — mais elle s'établit en état d'antagonisme permanent avec le peuple chinois.

Le grand enseignement de Lénine c'est que pour pouvoir aider efficacement le prolétariat d'un autre pays à lutter contre ses maîtres, il ne faut posséder dans ce pays aucun intérêt *temporel*. Si l'on y a des intérêts, si l'on y possède des moyens de domination ou d'exploitation en un quelconque domaine, pour tous les habitants de ce pays, et, en particulier, pour les créateurs de la plus-value, on est l'ennemi, on est celui qui apparaîtra toujours, même lorsqu'il agira avec les intentions les plus pures, comme agissant dans le sens de ses intérêts temporels, et non dans celui de la cause qu'il prétend défendre.

Un document que cite Trotsky est bien significatif. Dès 1926, Trotsky avait dû, dit-il, « batailler plus d'une fois pour qu'on améliore le régime de l'Est-Chinois ». Cette même année, une commission dut être constituée pour étudier la question. Pourquoi ? Parce que « il n'est pas douteux, dit la résolution finale de la Commission, que des actes de représentants des différents départements à l'égard de la Chine ont reflété des manières inadmissibles de grande puissance qui compromettent le pouvoir soviétique et le font apparaître sous un jour impérialiste ». Ainsi, dès 1926, c'est une commission soviétique qui le dit, les actes des représentants de l'U.R.S.S. dans l'Est-Chinois la faisaient apparaître sous un jour impérialiste. Et depuis 1926, Trotsky reconnaît que la situation a dû empirer.

Or, il serait enfantin d'attribuer à quelques fonctionnaires subalternes particuliers ou à Staline cette situation. La commission soviétique de 1926, présidée par Trotsky, a pu pondre à Moscou une belle résolution sur les « larges mesures d'un caractère culturel et politique à prendre pour faire du chemin de fer un chemin de fer chinois », tout en « maintenant rigoureusement l'appareil actif du chemin de fer dans les mains du pouvoir soviétique », toutes les mesures de collaboration qu'a pu préconiser cette Commission et que pourront préconiser toutes les autres, ont juste la valeur des mesures préconisées pour la « collaboration du capital et du travail » ! Vouloir que la direction d'un chemin de fer en un pays donné soit comme ce l'est pour l'Est-Chinois, entre des mains étrangères, et que ces étrangers ne se conduisent point comme des maîtres, et que les indigènes qui y sont employés s'y sentent sur un pied d'égalité, vouloir que maîtres étrangers et subordonnés indigènes ne s'opposent pas entre eux, c'est la négation de toute réalité et de toute dialectique.

Dans la généralité comme dans le détail, à l'égard de la Chine toute entière parce que l'Est-Chinois est l'artère vitale d'une de ses provinces, ainsi qu'à l'égard plus directement du personnel chinois du chemin de fer, la possession de l'Est-Chinois par l'U.R.S.S. ne peut que faire s'opposer le peuple chinois, toutes classes comprises, à l'U.R.S.S. Sa possession par qui que ce soit d'autre éviterait cette calamité, c'est pourquoi tout autre possesseur serait préférable à l'U.R.S.S. « du point de vue de l'intérêt du prolétariat et de la révolution chinoise », si tant est cependant que l'U.R.S.S. a encore conservé suffisamment de foi révolutionnaire pour vouloir aider, le cas échéant, le prolétariat chinois à faire sa Révolution.

R. LOUZON.

Les vignerons du Beaujolais

(Suite et fin.)

Les syndicats de vignerons.

Il m'a été donné de rencontrer, au groupement beaujolais des coopératives relevant de l'*Avenir régional*, les principaux militants qui participèrent au mouvement syndical des vignerons : Allégatière, Longepierre, Thillet, Ravier. Ce sont toujours les mêmes qui marchent, se battent et encaissent les coups.

Allégatière est le fidèle client de la coopérative de Blacé. Bien qu'il habite une autre commune, il appartient au groupe socialiste de Blacé. Il avait deux fils. La guerre du Droit et de la Civilisation les lui a pris. Il cultive une petite propriété dans un fond humide de la vallée du Marverand. Je décide d'aller demander ses souvenirs au vieux lutteur. Il a fait en 1928, une mauvaise année; la gelée et la grêle lui ont enlevé les trois quarts de sa récolte. Il ne lui est resté à vendre que cinq pièces de vin.

— Bonjour citoyen !

— Bonjour citoyen Jacquet. Vous ne venez pas souvent dans nos parages.

— C'est vrai, mais votre baraque est au diable ! Aujourd'hui j'ai besoin de vous. Je viens vous interviewer pour les lecteurs de la *Révolution Prolétarienne*. Je vais être le journaliste et vous le ministre.

— Entendu ; et je ne dirai pas plus de bêtises qu'un de ces gros bonnets.

— Je vous préviens, Allégatière. *La Révolution Prolétarienne* continue la *Vie Ouvrière* d'avant-guerre. C'est une coopérative de travailleurs.

— Je vous comprends très bien. Je recevais la *Vie Ouvrière*. J'en ai encore de vieux numéros dans mes papiers. Femme, va donc chercher celui qui est consacré à Varlin.

Nous conversons un moment, puis je questionne.

— Où le mouvement des vignerons a-t-il pris naissance ?

— A Blacé même. Et c'est moi qui en ai eu l'idée après la désastreuse année 1910. J'ai d'abord parlé aux voisins et amis, puis nous avons tenu une première réunion dans un cuvage. Nous étions dix-sept. Nous avons immédiatement décidé d'élargir notre cercle d'action.

Peu de temps après, ce fut notre première réunion publique. Elle eut lieu à Blacé. Nous avions fait poser des affiches dans les communes environnantes. Il vint plus de deux cents vignerons ainsi que des sympathisants qui nous aidèrent. Deux libres penseurs, Ferrat, d'Odenas et Fayard, de Villié-Morgon, parlèrent pour nous encourager. Ferrat nous avait même donné de l'argent pour nos affiches (1).

Le syndicat de Blacé se fonda le même jour. J'en fus le premier président et il eut pour secrétaire Philippe Thillet. Nous n'étions pas pareils. Thillet avait de grosses charges de famille. Alors, bien entendu, il était pour la modération. Mais il finissait toujours par marcher tout de même.

(1) Le citoyen Ferrat est mort en 1928. Ses obsèques furent imposantes. Tout le Beaujolais libre-penseur et socialiste s'y était donné rendez-vous.

— C'est tout à son éloge et il faut de tout et de tous pour faire un syndicat, mon père Allégatière.

— Mais bien sûr, citoyen Jacquet. Maintenant, je continue. Dans les autres communes, on nous imita et ce fut, l'an d'après, le Congrès de Belleville.

— Vous étiez nombreux ?

— Trois mille au moins. On était venu de tout le Beaujolais. On défila.

— Avec des pancartes, comme de juste ?

— Avec des pancartes. Et il y avait des inscriptions carabinées ! On ne permettrait peut-être plus ça aujourd'hui, hein ? Ensuite il y eut une belle réunion au lieu qui s'appelle La Croisée. Là on a fondé la Fédération avec Ravier comme président et Longepierre comme secrétaire.

— Avant d'aller plus loin, ne pourriez-vous m'expliquer l'histoire du cochon de Charentay ? On m'a parlé vaguement d'une scène de Jacquerie paysanne.

— C'est bien une scène comme vous dites, car on était à bout de patience. A Charentay, un vigneron se trouvait en chicane avec un homme dur, un certain Beauregard. Nous nous sommes rendus, en masse, à Charentay. On avait un cochon empaillé. On lui avait mis à l'intérieur, près du cou, une vessie pleine de sang. Sur la place on a saigné le cochon. Je n'ai pas besoin de vous dire qui était le cochon.

— Aviez-vous un chant à dire en commun ?

— Bien sûr que nous en avions un : *l'Internationale des vignerons*. Un militant de Villefranche, nommé Merlin, l'avait composé. Je l'ai conservé. C'est vieux, c'est jaune, ça ne tient plus que par miracle, mais ça peut encore servir. Le voulez-vous ? (1)

— Et maintenant, Allégatière, dites-moi en quoi a consisté votre action, votre bien courte action ? Avez-vous couché vos revendications par écrit, dans un contrat-type à présenter le même jour à vos patrons ?

— Non. C'était mon idée à moi et à quelques autres d'agir ainsi. Mais elle était trop avancée pour la masse. On a donc tâté l'adversaire en revendiquant individuellement, là où la situation était favorable.

— Et les résultats ?

— Ils ont été très satisfaisants. Notre mouvement effrayait les patrons. Ils craignaient des départs massifs. Partout où ils le purent ils mirent à la porte leurs vignerons syndiqués, mais partout aussi ils firent aux remplaçants, — et même aux *jaunes*, — des conditions meilleures. Si quelque chose a changé, c'est donc aux vignerons révolutionnaires qu'on le doit.

— Je vous crois sans peine. Mais les propriétaires ayant eu l'air de faire des concessions gracieuses, n'avez-vous pas connu alors une baisse des effectifs?

— Non. Nous avions alors des syndicats dans 38 communes et peu à peu on venait à nous.

— A votre avis c'est donc la guerre, et la guerre seule, qui a décapité votre mouvement ?

— Oui.

— Pensez-vous qu'il puisse renaître ?

— En principe rien ne s'y oppose, au contraire. Mais il faudrait des hommes conscients, ni trop jeunes, ni trop âgés, pour entraîner la masse. A la campagne, on se méfie des jeunes et quand on devient vieux, voyez-vous, on a si peu de temps à vivre qu'on se résigne au malheur ; on n'est plus que l'ombre de soi-même. Actuellement, il n'y a plus la misère d'autrefois, on sent moins directement sa peine ; alors on se contente de petits progrès de détail.

— Vous parlez de petits progrès de détails. Si je vous comprends bien, vous pensez que la situation du propriétaire non exploitant continue à s'effriter.

— Oui, et l'usure serait bien plus rapide si nous assistions à une renaissance du syndicalisme.

Je me lève pour partir.

— Goûtons mon vin blanc, me dit encore Allégatière.

Nous descendons à la cave et nous buvons à la victoire des travailleurs.

Le domestique à grands gages

Le domestique à grands gages est né des suites de l'année 1910. En 1910, la récolte fut presque nulle, par suite d'un temps très pluvieux. En Bourgogne, les hospices de Beaune n'effectuèrent pas leur vente traditionnelle. M. Caziot cite le cas de trois vignes du Beaujolais d'une superficie totale de 9 hectares, 56 ares, 17 centiares n'ayant produit que 12 pièces de vin. Les vignerons avaient donc 6 pièces seulement pour leur part.

L'année 1911 fut également très déficitaire (grêle et sécheresse prolongée). L'abondance revint en 1912. Mais 1913 fut une année très médiocre.

Pendant que certains vignerons luttaient, d'autres partaient. En 1911, M. Prosper Gervais, — cité par M. Caziot, — signalait l'exode en ces termes : « Telle

---

(1) Voici les paroles de « l'Internationale des Vignerons » :

REFRAIN

C'est la lutte finale,
Groupons-nous Vignerons,
A bas le Métayage
Et plus d'exploitation.

I

Debout les parias de la vigne!
Debout les forçats vignerons!
De nos ancêtres soyons dignes,
Unissons-nous et marchons.
C'est assez trimer sans rien dire,
Il faut que cela prenne fin;
Nous voulons travailler, mais vivre,
Et ne pas toujours avoir faim.

II

Les Seigneurs, au temps des Croisés,
Ont établi des conditions :
C'était la dîme... c'est les corvées,
Rien n'a changé que les noms,
A bas tous ces odieux usages!
Plus de jambon, de beurre, ni de poulet,
Ils n'ont plus le droit de jambage...
Mais ce n'est pas encore parfait.

III

Ce que nous laisse nutr'on *maître,*
Il faut encore le disputer.
Aux maladies que tout fait naître,
Et dont la vigne est infestée.
La gelée, parfois tout ramasse,
Quand ce n'est pas le ver ou le black-rot,
Et quand à la grêle on échappe,
Le mildiou arrive au galop.

IV

Mais les plus terribles rapaces
Sont les marchands et les courtiers;
Quand ils ont passé ces voraces,
Il nous reste les yeux pour pleurer;
Car lorsqu'ils ont vidé nos caves
Et [illegible]caparé tous nos vins,
Ah! c'est la fin du désastre :
C'est [illegible]re que les vers du raisin.

V

Métayers, Vignerons, nous sommes
Les seuls producteurs du bon jus;
Sachons enfin être des hommes!
Réclamons ce qui nous est dû.
Supprimons tous les privilèges,
Et pour ne plus être exploités,
Pour nos enfants et pour nous-mêmes,
Groupons-nous, soyons syndiqués!

commune, depuis les dernières vendanges, a perdu 27 ménages qui ont quitté le pays et renoncé à l'exploitation des vignes. »

La guerre du Droit, la dernière des guerres, éclata. La culture du vignoble devint plus difficile que jamais. Que faire en cas de récoltes déficitaires successives ? Le vigneron ne songeait qu'à la fuite. Pour obtenir la remise en état de leurs vignes, des propriétaires offrirent alors au vigneron de le prendre à gages (contrat d'un an, à partir du 11 novembre) en lui laissant la jouissance d'un jardin, d'une basse-cour, d'un cheptel et de quelques pièces de vin. C'est le métayage, moins ses profits douteux et ses risques certains. Malgré la modestie des salaires offerts (de 3.600 fr. à 8.000 fr.) la situation de domestique à grands gages est supérieure, très supérieure même, à celle de métayer. On travaille certes, mais sans s'esquinter. On peut revendiquer un salaire plus élevé.

Là encore la nécessité de pratiquer la liaison des efforts s'impose car tout propriétaire qui se sépare d'un domestique à grands gages offre d'abord au remplaçant de l'employer comme vigneron (1).

LE DECLIN DES « AUTORITES SOCIALES »

Les propriétaires, non exploitants, de plusieurs vigneronnages appartiennent à la noblesse ou à la bourgeoisie ultra-réactionnaire. *L'Action française, le Figaro, l'Ami du Peuple* sont les journaux de ce monde frivole qui n'a ni la curiosité ni le sens des problèmes politiques et sociaux.

La religion n'a pas de bases solides dans le Beaujolais. Ce riant pays est rabelaisien. Ses habitants n'ont pas de besoins religieux, encore moins d'élans mystiques. Le paroissien qui porte le dais, chante au lutrin ou suit la procession lâche cinq minutes après, le verre en main, des plaisanteries de corps de garde.

Nos ultras protègent l'Eglise, reçoivent le curé, subventionnent ses œuvres et veillent attentivement à la prospérité des écoles privées confessionnelles. Incapables de penser, ils croient que les idées se passent de la main à la main comme des pièces de monnaie. Leur surprise est comique quand ils s'aperçoivent que l'électeur vote à gauche. Dans une petite localité où l'école publique de filles n'a plus d'élèves, le communiste Longepierre a tout de même eu trois voix. Et le châtelain de s'écrier : « Je parie que ces trois voix sont celles de mes vignerons. »

Constatation vraiment réconfortante pour un socialiste : malgré leurs raidissements éperdus, les anciennes « autorités sociales » déclinent sans arrêt. Elles entrent peu à peu dans le royaume des ombres. Leur fortune a été très touchée par la guerre. Il a fallu bloquer des vigneronnages ; il a fallu en vendre d'autres, — par annuités, — pour faire des placements à 6 ou 7 pour 100. On a ainsi lâché la proie pour l'ombre, — l'ombre du franc valant 20 sous. Bien des maisons bourgeoises, bien des châteaux se lézardent et ne sont pas réparés. Conséquence : dans les sociétés locales, les « autorités sociales » ne jouent plus aucun rôle. A la coopérative de distillation, à la coopérative de consommation, à l'amicale bouliste, à la société des combattants, etc., elles ne comptent pas. L'idée qu'un homme en vaut un autre est bien ancrée dans les esprits.

En résumé, la direction du mouvement d'émancipation est certaine. Le mouvement lui-même est lent. Voyons pourquoi.

(1) En année avantageuse, il y a tendance au retour au vigneronnage. Les domestiques conscients, eux, demandent des primes pour chaque pièce de vin obtenue.

Vignerons, domestiques à grands gages et journaliers agricoles forment incontestablement, avec les ouvriers, ce que l'on appelle communément les forces de gauche. Ce sont eux qui, en avril 1928, ont voté au premier tour soit pour le socialiste Chouffet, soit pour le communiste Longepierre.

Vignerons, domestiques à grands gages et journaliers votent à gauche. C'est entendu. Mais c'est tout. En fait, ils sont en recul sur la période 1911-1914. Ils ont perdu confiance dans l'action directe *collective* et ils se contentent d'utiliser le bulletin de vote.

Certes le mouvement des métayers a été décapité par la guerre. Seulement, il aurait pu renaître. Mais « la force des choses, — me disait un ancien vigneron devenu propriétaire aisé, — a travaillé pour le vigneron. » La force des choses a amené pour le métayer une situation meilleure. On a pu également acquérir et se libérer par annuités légères ; on a pu ensuite arrondir son domaine. L'esprit de revendication a incontestablement baissé.

On est revenu de la guerre las, malheureux et mécontent. Mais ce mécontentement n'est pas devenu *la révolte* contre le capitalisme. Il s'est éparpillé ; il s'est dispersé en coups de gueule que le vent emportait au loin. On a fondé tout d'abord beaucoup de groupes de l'A. R. A. C. Il n'en reste plus guère que le souvenir.

Ensuite naquirent des coopératives dont on attendait trop. Au début il y eut beaucoup d'enthousiasme. Depuis il a fallu fermer des magasins qui ne faisaient pas leurs frais.

Les ouvriers du Beaujolais ont montré beaucoup plus de conscience et de ténacité. A Villefranche, l'esprit de coopération est très développé dans la classe ouvrière. Il existe une boucherie municipale et une charcuterie coopérative qui vend à la campagne. *L'Avenir régional*, après la liquidation de la *Fraternelle*, a repris les magasins de cette dernière et en a créé de nouveaux. L'un d'eux est pourvu du service de boulangerie.

En 1926, *l'Avenir régional* a fait à Villefranche, pour le seul service d'épicerie, 1.419.758 francs de recettes. En 1927 le chiffre des recettes est monté à 1.563.667 francs. Un nouveau progrès a été enregistré en 1928.

Dans presque toutes les communes il existe une coopérative de distillerie qui traite les marcs des sociétaires. Enfin, à la suite d'une tournée de propagande faite par les professeurs Bichet et Féré, il s'est constitué (sur le modèle de celles de la côte chalonnaise) des coopératives de vinification à Quincié, Fleurie et Villié-Morgon. Si l'expérience réussit, nous assisterons à la création de nouvelles coopératives.

Coopératives de distillation et de vinification

Je parlerai très peu des coopératives de distillation, pour la raison très simple qu'elles disparaîtront lorsque les coopératives de vinification s'étant fédérées, une extraction scientifique de *tous* les résidus de la vinification aura été rendue possible.

Voici comment fonctionne, en général, une distillerie coopérative :

Du 1er novembre au 1er février, les marcs sont traités dans un ou plusieurs alambics (4 au maximum). La distillation est confiée à un sociétaire compétent. Il y a un employé par alambic. Le salaire de base est de 25 fr. par jour environ. Une « étrenne » de 0 fr. 10 est accordée pour chaque litre de marc obtenu. Dans un atelier où l'on obtient 200 hectolitres d'eau-de-vie, les employés se partagent une prime saisonnière de 2.000 fr. Chaque sociétaire fait distiller son marc à une date fixée d'avance. Il est obligatoirement tenu d'enlever les résidus de la dis-

tillation, de sorte que la distillerie coopérative se distingue par sa propreté.

Sauf la quantité légale constituant le privilège du bouilleur de cru, l'eau-de-vie obtenue reste à la coopérative. Elle est vendue par les soins du bureau (Prix moyen : 5 fr. le litre).

Les coopératives de distillation n'ont pas fait disparaître les bouilleurs privés, mais elles ont limité leur nombre et leurs profits.

La coopérative de distillation obtient un produit, l'eau-de-vie de marc, d'une qualité suivie, sans particularités appréciables et se prêtant bien par conséquent à ce que Sorel appelait la socialisation de l'échange. Il n'est pas difficile d'y amener le vigneron. Il n'en va plus de même lorsqu'il s'agit de vinifier en commun dans une région où les crus sont classés et où l'on est fier de son vin à soi.

Si la côte chalonnaise a vu naître tant de coopératives de vinification, c'est assurément parce que sa situation était intrinsèquement beaucoup plus mauvaise que celle du Beaujolais, mais aussi parce que ses vins présentaient une plus grande uniformité (1).

J'emprunte maintenant à un important rapport du citoyen Boulay, président de la cave coopérative de Saint-Gengoux-de-Scissé (Saône et-Loire) les précisions qui suivent :

Les plans d'une cave coopérative sont dressés gratuitement par le service du génie rural.

Le coût de la construction, matériel compris, — la cave étant donc prête à fonctionner, — est d'environ 100 fr. par hectolitre.

La dépense se répartit ainsi :

	Par hectolitre
Capital versé par les sociétaires	30 à 35 fr.
Avance de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, remboursable en 15 annuités	60 fr.
Subvention du génie rural	10 à 15 fr.
Total	100 à 110 fr.

Les avantages de la coopérative peuvent se résumer ainsi :

1° Suppression de la vente des vins à la récolte, faute de futailles (donc plus de ventes faites le couteau sur la gorge) ;

2° Suppression de la vente des vins pour se procurer à très bref délai de l'argent liquide ;

3° Suppression de l'avilissement des cours ;

4° Vente des vins par lots échelonnés sur toute l'année ;

5° A qualité égale, plus-value de 5 à 10 francs par hecto, octroyée par le commerce.

Chaque sociétaire reste libre de vendre son vin lui-même ; il lui suffit de prévenir le bureau en temps utile (avant le 1er septembre).

Les frais généraux comprennent :

1° Annuité de remboursement au Crédit agricole ;

2° Traitement du directeur comptable ;

3° Traitement du caviste ;

4° Main-d'œuvre auxiliaire au temps des vendanges ;

5° Frais d'assurance, de bureau, de force motrice et d'achat de produits œnologiques ;

6° Intérêt des parts souscrites par les sociétaires.

Le total de ces frais est d'environ 8 francs par hectolitre. Ils sont couverts au 1/5e par la vente des lies, des tartres et les intérêts du compte courant. Le reste est pris sur le *boni*, c'est-à-dire sur la part de la cave, soit de 4 à 8 litres de vin (cela dépend de la richesse en jus des raisins) par 100 kilogrammes de vendange.

Les avantages de la coopérative de vinification sont tels que les résistances des possesseurs de crus classés finiront certainement par fléchir. Comme aime à le répéter le savant et modeste professeur Féré, la coopérative est si parfaitement outillée que son vin est toujours supérieur au meilleur vin des récoltants particuliers. Ce n'est évidemment pas l'avis des courtiers, mais tout fait prévoir que, malgré des concessions intéressées, leur propagande sera vaine.

Les partis d'avant-garde.

Le parti radical, constamment en recul, n'existera bientôt plus que de nom dans la région beaujolaise. A la veille des élections, il se constitue bien encore, çà et là, — au grand scandale des radicaux honnêtes, — des « comités républicains » formés principalement d'amis et de clients des candidats. Ces « comités » disparaissent ensuite pour quatre ans. C'est ainsi qu'on a vu l'illustre Leschelier, conseiller général, fonder à Monsols un groupement cantonal composé de ses créatures. Ce joli monde se souciait du radicalisme comme un poisson d'une pomme. Il s'est empressé de choisir Leschelier comme candidat à la députation. Toute la troupe est ensuite descendue à Belleville pour soutenir « nôtron Louis ». On se serait cru en Corse. Mais M. Emile Bender se méfiait. Les « radicaux » de Monsols furent outrageusement battus.

Les socialistes prennent la place des radicaux. Les groupes socialistes ont une existence durable. Il y règne une certaine discipline. Mais leur vie est bien superficielle. Tout d'abord il faut recruter : en conséquence on accepte, on sollicite tous les gens de « bonne volonté », qui veulent « aller de l'avant » et qu'a déçus le radicalisme au pouvoir. A la campagne, bien plus encore qu'à la ville, le groupe socialiste n'est pas un groupe de classe. Il n'est pas composé d'hommes n'ayant à perdre que leurs chaînes. Il se fait honneur de compter parmi ses adhérents des « gens bien », c'est-à-dire vivant très à l'aise, voire même en marge de la production. Le groupe socialiste craint de faire peur. On y prêche sans cesse la modération, la prudence.

Aucune éducation de classe, aucune séance de travail.

Le groupe socialiste, en tant que groupe, — car il y a d'honorables exceptions individuelles, — est purement et simplement imprégné de l'idéologie de 1789. Il est l'héritier de la démocratie, — ce qui est bien ; malheureusement il n'est pas son contradicteur.

Il n'existe point encore, — sauf peut-être à Villié-Morgon, — de groupes communistes ruraux. Le parti communiste a fait sa dernière campagne non sur le terrain socialiste : classe contre classe, mais sur le terrain démagogique : petits contre gros, maigres contre gras. Il a été le parti de la surenchère : il n'a pas été la grande voix des travailleurs qui veulent s'émanciper et créer une civilisation nouvelle. Il peut donc, par la suite, avoir beaucoup de sympathisants ; je le vois très bien supplantant un jour le socialisme politicien, sans être pour cela un parti de classe.

Dans Villefranche qui s'agrandit en s'industrialisant et dans les campagnes beaujolaises où, *par la force des choses*, les autorités sociales deviennent des ombres, la force révolutionnaire efficace ne peut être fournie que par les syndicats prolétariens. Or ces derniers sont constamment menacés. Cédant au besoin de quiétude, si fort dans toute âme humaine, des portions considérables de la masse prolétarienne

(1) C'est pour les raisons que je viens de dire que le mouvement coopératif progresse plus rapidement, à l'heure actuelle dans le Beaujolais bâtard que dans le Beaujolais proprement dit.

tendent constamment à tomber au-dessous des exigences de la lutte des classes. Par crainte de l'effort, par lassitude, elles laissent se dissoudre *le civisme de classe* dans la vague notion d'intérêt général qui, elle, ne requiert que des phrases à effet et non des efforts concrets s'insérant dans la trame des événements. Elles comptent sur la philanthropie bourgeoise ou sur le politicien faiseur de lois pour améliorer leur sort. Le Beaujolais ouvrier et paysan, depuis huit ans, vit une ère de paix sociale.

En face de cette tendance permanente à *la chute*, le parti communiste apparaît comme un « tissu rédempteur ». Ecartant partout et toujours les voiles idéologiques destinés à camoufler les antagonismes de classe, le communisme doctrinaire agit pour que *l'esprit de scission* s'élabore chez les jeunes prolétaires et se maintienne chez les anciens. Mais le Parti veut *trop* sauver. Il oublie que c'est aux hommes du rang à se donner des mots d'ordre, pour que l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Le Parti perd tout en voulant tout mener.

A Villefranche, C.G.T. et C.G.T.U. se paralysent l'une l'autre. Une lutte constante, qui serait comique s'il ne s'agissait des intérêts sacrés du prolétariat, amène les organisations rivales à se chiper leurs membres un à un. De part et d'autre, on cherche à se grignoter et les rancunes s'amassent.

Dans les communes rurales, les vignerons, les domestiques à grands gages et les ouvriers agricoles ne sont point encore groupés en syndicats. Ceux-ci ne naîtront que s'ils sont lancés par des militants pénétrés de l'esprit de lutte de classes. L'effort de création et de lancement, — s'il vient à se produire, — sera certainement fourni par des communistes, car le socialisme officiel a perdu, ici, tout civisme de classe. Mais il faudra, — à peine d'échec lamentable, — que les militants de la première heure ne mêlent pas les discussions politiques au langage syndical. Les adhérents devront se sentir pleinement libres à l'égard du parti. Et, sans doute, leurs démarches seront tout d'abord infiniment modestes. Ils ne demanderont pas la fraternisation au Maroc et l'évacuation de l'Algérie. Mais c'est en forgeant qu'on devient forgeron. Un premier pas en amènera un autre et, *la force des choses* aidant, on ira de victoire en victoire.

Seulement, tant que le Parti communiste n'aura pas renoncé à coloniser les syndicats, rien de sérieux ne pourra être tenté dans le Beaujolais.

L'EVOLUTION DU BEAUJOLAIS LES PERSPECTIVES FAVORABLES

Dans son livre sur la valeur de la terre en France, M. Caziot estime que le Beaujolais est menacé de ruine. Mais son point de vue n'est point le nôtre. La déchéance du propriétaire non exploitant n'est pas un fait de nature à attrister des socialistes, si les exploités jouissent d'un niveau de vie de plus en plus élevé.

La déchéance du propriétaire non exploitant se produit-elle ? continue-t-elle ? M. Caziot dit oui. Nous disons oui avec lui. La courbe se prolonge dans la même direction. Lentement, mais sûrement, le profit du propriétaire se rapproche de zéro. La chute s'accélérera quand les travailleurs auront réuni leurs forces.

Voici comment les hauts employés du Crédit Foncier apprécient, *en capitalistes*, la situation du Beaujolais.

« Depuis la première et déjà lointaine apparition du phylloxera, la valeur du vignoble beaujolais a été en diminuant, et notamment depuis 1900 jusqu'à maintenant. Ces quatorze dernières années ont été si médiocres, sauf deux, que la moins-value qui existait déjà s'est encore considérablement accentuée. Les propriétaires et les vignerons, ces derniers tous à moitié fruits, sont tellement découragés que les jeunes quittent le pays...

« Les vignes que l'on payait de 12.000 à 18.000 francs et même 20.000 francs l'hectare sont tombées à 4.000, 5.000 et 6.000 francs. Quant aux terres vassibles (terrains en coteaux, mauvais et presque toujours incultes) leur valeur est à peu près nulle (1). »

« Le Beaujolais, le Mâconnais, la Bourgogne se trouvent dans une situation très précaire, voisine de la misère. Ils ne peuvent plus compter pour se relever que sur une série de bonnes années... Les villages se sont dépeuplés; la jeunesse est partie, et c'est une nouvelle population qu'il faudrait y refaire. Les temps présents n'y sont guère propices (2). »

Le vide s'est fait devant les maîtres. Depuis 1892 la population a diminué dans toutes les communes du Beaujolais, sauf à Villefranche et dans les communes voisines : Arnas, Limas et Gleizé.

La dépopulation sévit d'abord et surtout dans les communes à altitude élevée où la vigne rend peu et où les pentes ne permettent de créer ni des herbages, ni des terres labourables. Dans le canton de Beaujeu, les Ardillats avaient 944 habitants en 1892 ; il en reste 660. Perte 30 pour 100. Vauxrenard a passé, dans le même temps, de 834 à 532. Perte 36 pour 100. Dans le canton de Villefranche, le déchet est de 28 pour 100 à Rivollet, de 35 pour 100 à Vaux. Dans le Beaujolais bâtard, à Sainte-Paule, la perte s'élève à 44 pour 100.

Le recensement de 1931 montrera que l'évolution se poursuit. En résumé, partout la culture de la vigne diminue. La vigne fait place aux bois, aux prés, aux cultures. Partout, pour la même étendue de territoire, le revenu du propriétaire non exploitant diminue. Le personnel oblige le maître à aller de concession en concession. La baisse des profits provoque des ventes qui, toutes, ont lieu à la baisse. Une propriété qui valait 100.000 francs en 1828 ne vaut pas plus de 100.000 francs stabilisés en 1928. Au bas mot elle ne vaut que le septième de ce qu'elle valait naguère. Le nouvel acquéreur doit se contenter d'un revenu sept fois moins fort que celui de son prédécesseur d'il y a cent ans. Le travailleur peut donc obtenir de bien meilleures conditions de vie. Les circonstances, bien utilisées, favorisent son émancipation.

Il est temps de conclure. La région beaujolaise, malgré les répugnants appels à la peur des conservateurs sociaux, a fait un pas en avant en élisant pour la première fois, en 1928, un député socialiste. Ce n'est pas suffisant. Il y a à Villefranche et dans sa banlieue des forces ouvrières hardiment progressives qu'il faut amener, sans démagogie, à entrer dans la lutte des classes.

Plus nous irons, plus Villefranche jouera un rôle important dans la vie sociale de la région. Les conservateurs le comprennent, et c'est pourquoi ils regardent vers les communes rurales. Mais combien en faut-il et combien en faudra-t-il demain pour faire contrepoids à Villefranche, trois fois plus peuplée que le canton de Monsols ?

D'ailleurs, dans les communes rurales, il existe des éléments qui, aux heures décisives, peuvent paralyser l'effort réactionnaire. Ce sont ces éléments qu'il faut unir et éduquer au syndicat, pénétré peu à peu de l'esprit de classe. Dans cette voie réaliste, tout reste à faire.

A.-V. JACQUET.

---

(1) Barra, inspecteur principal du Crédit Foncier.
(2) Caziot, inspecteur principal du Crédit Foncier.

FAITS & DOCUMENTS

« Tactique néfaste », disent G. et L. Bouët

La majorité fédérale de l'Enseignement unitaire est demeurée silencieuse au Congrès de la C.G.T.U. Probablement même a-t-elle apporté ses mandats pour l'approbation du rapport moral. En lisant l'article que vient de publier l'*Ecole Emancipée*, sous la signature de G. et L. Bouët, mais au nom de la majorité fédérale, on verra l'importance qu'il convient d'attacher à la victoire numérique remportée par les dirigeants confédéraux. Les syndicats de la majorité de l'Enseignement, évidemment, n'ont pas été seuls à voter pour une tactique qu'ils dénoncent comme néfaste. Aussi l'on peut dire que si jamais Congrès fut faussé, c'est celui que vient de tenir la C.G.T.U. Faussé par la discipline de Parti qui amène des camarades, sous menace d'être exclus du Parti, à garder un silence que leur conscience de syndicalistes et de révolutionnaires aurait dû leur faire rompre au Congrès même.

Voici les passages essentiels de l'article de G. et L. Bouët, paru dans l'*Ecole Emancipée* du 29 septembre :

... La tactique qu'ils préconisent, et qui sera peut-être adoptée par le Congrès quand paraîtra cet article, nous semble néfaste et nous serions coupables de ne pas dire nettement notre pensée.

... Il faut être logique. Si l'accord avec le Parti communiste — seul parti révolutionnaire, nul ne songe à le nier — dans les actions communes utiles au prolétariat ne suffit plus à certains camarades, s'il leur faut encore spécifier que le Parti y jouera un rôle directeur, qu'ils aillent jusqu'au bout de leur pensée, qu'ils proposent la suppression de l'épithète unitaire afin de la remplacer par le mot communiste. Ce sera net. Ils mèneront ainsi à coup sûr au syndicalisme de secte, tariront le recrutement, feront le vide, tout en continuant à crier sur les toits qu'ils veulent un syndicalisme de masse. Ils pourront tout aussi bien supprimer les syndicats, car à quoi bon, dans ces conditions, maintenir plusieurs cotisations, plusieurs organismes !

Eh bien, nous avons été avant la lettre et nous restons des syndicalistes unitaires. En voulant maintenir nos syndicats ouverts aux anarchistes, aux socialistes, aux sans-parti, aux communistes, aux réformistes comme aux révolutionnaires, en faisant que tous y soient chez eux pour y travailler ensemble au triomphe de leurs revendications et à l'émancipation du prolétariat, nous avons la certitude d'être dans la voie tracée par la majorité de notre Congrès fédéral de Besançon, et aussi bien dans « la ligne révolutionnaire.

Qui donc pourrait soutenir ouvertement que le fait d'amoindrir, de ruiner ou de briser les organisations syndicales de lutte de classes servirait en quelque manière la cause de la Révolution ? Ne voit-on pas, au contraire, que les militants communistes eux-mêmes, pour lutter efficacement contre la répression et préparer une ère de justice sociale, ont intérêt à avoir avec eux des syndicats nombreux et puissants ?

⁂

L'exclusion de M. N. Roy

Le militant hindou M. N. Roy vient d'être exclu de l'Internationale Communiste. Il y a deux ans, l'on s'en souvient (*R. P.* du 15 janvier 1928), il publiait une brochure, « Les Alliés de l'Opposition », où nous étions vivement attaqués ; un chapitre, relatif à l'intervention de Monatte au Congrès de Bullier, était intitulé : « Monatte fraternise avec Jouhaux ». Nous avions dit alors que Roy avait probablement écrit cette mauvaise brochure pour donner des gages d'orthodoxie et pour réparer certains gestes indépendants. Nous ne nous étions pas trompés. A son tour, un peu plus tard, le voilà victime des méthodes de l'I.C. et exclu comme renégat.

Dans une lettre ouverte aux membres de l'I.C., publiée par *Gegen den Strom* (14 septembre), l'organe de l'Opposition de droite allemande, il démontre l'inexistence de ses « crimes ». Voici quelques passages de la conclusion de cette lettre :

L'ultra-gauchisme dégénère aisément et vite en opportunisme quand une sérieuse épreuve révolutionnaire se présente. Si la donquichottesque République des Soviets de l'Inde n'est pas réalisée par la méthode magique des faiseurs de phrases, le pendule oscillera de nouveau dans le sens opposé et la politique de l'alliance opportuniste avec la bourgeoisie nationaliste révolutionnaire ressuscitera.

Je n'ai pas commis les « crimes » que l'on m'attribue, ma faute, c'est d'avoir réclamé le droit de penser avec indépendance, et c'est cela qui, dans l'actuelle période critique de l'Internationale, ne peut être admis.

...Le devoir d'un révolutionnaire passe parfois pardessus les étroites limites d'une discipline arbitraire. J'ai été amené à une situation où j'ai tenu pour mon devoir révolutionnaire d'adhérer à l'opposition contre la direction actuelle qui mène l'Internationale à la ruine.

Non seulement avec celle sur la question hindoue, mais avec toutes les résolutions du VI[e] Congrès, je me trouve en désaccord. Si l'erreur ne concernait qu'une question particulière, il serait peut-être sage d'attendre, dans l'espoir qu'au cours du temps cette erreur serait corrigée. Mais la ligne fausse où l'on s'est engagé dans l'Inde n'est qu'une partie d'une grande erreur. En conséquence, il n'est pas permis de se taire. L'Internationale passe par une crise que révèlent la composition et les méthodes de la direction.

Les causeries de la Ligue Syndicaliste

SAMEDI 12 OCTOBRE
à 20 h. 30
« Brasserie du Tambour »,
10, Place de la Bastille

COMPTE RENDU
du V[e] CONGRÈS de la C. G. T. U.

par les orateurs de la Minorité

Les lecteurs de la « Révolution Prolétarienne » sont cordialement invités

ENTRE NOUS

Nous voilà de nouveau en retard. La confection du compte rendu du Congrès de la C. G. T. U. en est la cause. Nos amis nous excuseront en pensant qu'il a fallu passer toute une grande semaine au Congrès. Du reste, nous espérons bien que ce retard ne sera que passager et que pour le numéro prochain nous recommencerons à arriver à l'heure.

Pas moyen de trouver place dans ce numéro pour une foule de choses, petites et grandes, ainsi que pour les nouvelles et renseignements de la quinzaine. Nous devons reporter tout cela au numéro du 15.

Nous faisons un tirage un peu plus fort de ce numéro et, par conséquent, nous pouvons expédier à nos amis des exemplaires pour une large diffusion dans leurs syndicats.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XV[e]

LE COIN DU LIBRAIRE

La réédition de l'*Histoire de la Commune*, de Lissagaray, nous a valu les remarques suivantes :

D'un camarade professeur de l'Ardèche :

Ceux qui ont souscrit reçoivent un véritable cadeau, bouquin épatamment présenté. J'en parlerai de mon mieux en toute occasion.

D'un instituteur de l'Isère :

Ce volume fait honneur à la Librairie du Travail, tant au point de vue typographique (présentation, caractères) qu'au point de vue de cette bonne idée que vous avez eue d'entreprendre la réédition de cette œuvre des plus intéressantes.

Enfin, cette dernière remarque :

Merveilleux, le Lissagaray, je tâcherai de vous en placer quelques-uns.

Ces trois textes ont été choisis parce qu'on y trouve un écho de nos principales préoccupations : éditer ou rééditer ce qu'il y a de plus saillant pour le mouvement ouvrier, au plus juste prix et sous présentation soignée. Puis en assurer la diffusion, en même temps que celle des meilleures productions des autres éditeurs.

Le rythme de nos éditions est lent parce que la compréhension de notre effort est peu étendue.

Par exemple, il aurait fallu écouler 3.000 *Commune* pour couvrir les frais de l'édition, et le premier mille est à peine atteint. Cependant, *l'An I de la Révolution Russe*, et le *Révélateur de la Douleur*, de Thierry, sont en route. Nous devons forcer nos possibilités et nous préparer de nouveaux soucis en voulant les sortir cette année. Et il en est ainsi pour chaque édition nouvelle.

Il faudrait peu, pourtant, pour assurer la régularité de notre travail : Quelques camarades par département qui feraient souscrire aux éditions projetées et répandraient autour d'eux les éditions déjà parues.

Disons qu'il suffirait de 100 francs de vente de notre stock, par département et par mois, pour assurer notre vie. Combien sont-ils, parmi les lecteurs de ces lignes, ceux qui ne voudraient se convaincre que nous n'exagérons pas en disant qu' « il faudrait peu pour assurer la régularité de notre travail » ?

Nous allons leur donner un premier moyen de le prouver en établissant un colis de propagande du beau livre de Lissagaray.

Toute commande de quatre volumes sera expédiée contre 80 francs au lieu de 100.

Pour 8 volumes..... 150 fr. au lieu de 200
— 15 — ..... 250 — — 375

Allons, camarades, cherchez parmi vos camarades de travail ou d'organisation, quatre prolétaires susceptibles d'acheter un tel ouvrage et, dans les villes, tâchez d'en trouver huit ou quinze!

A qui le premier colis? M. H.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME N° 1

Pour paraître dans quelques jours :

Maurice CHAMBELLAND

Vers un nouveau Congrès d'Amiens

(Discours au V^e Congrès de la C.G.T.U.)

Introduction de Pierre MONATTE

Une brochure de 32 pages ..... 0 fr. 75

Prix spéciaux par quantités.

DISCUSSION ET POLEMIQUE N° 3

IL FAUT LIRE :

Les Problèmes de la Révolution Prolétarienne

PAR FERNAND LORIOT

(Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants)

Une brochure de 72 pages : 3 francs;
10 exemplaires : 20 francs

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE, PARIS (10e)

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Georges CHENNEVIERE. — **Œuvres poétiques**, préface de Jules Romains (N.R.F.) **12 fr.**
Georges CHENNEVIERE. — **Le Tour de France**, préface de Georges Duhamel (N. R. F.) **12 fr.**
M. CONSTANTIN-WEYER. — **Morvan** (Rieder) **12 fr.**
Jack LONDON. — **Croc blanc** (Crès) **12 fr.**

QUESTIONS SOCIALES

Halvdan KOHT. — **Les luttes des paysans en Norvège** (Payot) **40 fr.**
Bernard SHAW. — **Guide de la femme intelligente** (Montaigne) **20 fr.**
Franck L. SCHOELL. — **U. S. A., du côté des Blancs et du côté des Noirs** (Champion) **18 fr.**
Karl MARX. — **Le Capital**, tome XII, le Procès d'ensemble de la Production capitaliste (Costes) **12 fr.**
Ch. BASTIDE. — **L'Angleterre nouvelle** (Alcan) **15 fr.**
Lord MELCHETT. — **La politique de l'industrie** (Grasset) **12 fr.**

HISTOIRE

XXX. — **Documents diplomatiques français relatifs aux origines de la guerre de 1914**, 3e série 1911-1914, tome premier (Schleicher) **60 fr.**
J. PILSUDSKI. — **L'année 1920** (Renaissance du Livre) **30 fr.**

Les Editions de la Librairie du Travail

Un livre que chaque militant doit lire

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par **Amédée DUNOIS**

Un volume in-16 jésus de 612 pages. . . . . **25 francs**